

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	i
SOMMAIRE	ii
LISTE DES ACRRONYMES.....	iii
LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES ANNEXES.....	vii
INTRODUCTION.....	1
<i>PARTIE I.</i> ANALYSE DU MARCHE DU TRAVAIL ET ORIGINE DU CHÔMAGE.....	4
<i>Chapitre I.</i> <i>Approche des théoriciens sur le chômage.....</i>	5
<i>Chapitre II.</i> <i>Etats des lieux de l'économie et du marché du travail à Madagascar.....</i>	14
<i>PARTIE II.</i> PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS POUR LA LUTTE AU CHOMAGE	25
<i>Chapitre III.</i> <i>Valorisation des ressources humaines.....</i>	26
<i>Chapitre IV.</i> <i>promotion des investissements productifs et générateurs d'emplois.....</i>	38
Conclusion générale	62
TABLES DES MATIERES	v
BIBLIOGRAPHIE	viii

LISTE DES ACRRONYMES

AGOA	African Growth Opportunity Act
ARIF	Association Régionale Interprofessionnelle pour le développement de la Formation professionnelle
BCM	Banque Centrale de Madagascar
BFEM	Brevet de Fin d'Etude Moyenne
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
CNaPS	Caisse Nationale de la Prévoyance Sociale
COI	Commission de l'Océan Indien
COMESA	Common Market Eastern and Southern Africa
ECFTP	Etablissements et Centres de Formation Technique et Professionnelle
EDBM	Economic Development Board of Madagascar
EPM	Enquête Périodique au près des Ménages
EZP	Entreprise
FAO	Food and Agricole Organization
ICMT	Indicateur Clé du marché du travail
IDE	Investissement Direct Etranger
INSTAT	Institut National de la STATistique
JIRAMA	Jiro sy Rano Malagasy
MAP	Madagascar Action Plan
MENRS	Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique
MFPTLS	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMD	Objectif du Millénaire Développement
OMEF	Observatoire Malgache de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et technique

OMT	Organisation Mondiale du Tourisme
OSIE	Organisation Sanitaire Inter-Entreprises
PD	Pays Développé
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes et Entreprises
PNE	Politique Nationale de l'emploi
PNSE	Politique Nationale de Soutien à l'Emploi
SNFFTP	Système National de Financement de la Formation Technique et Professionnel

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Offre et demande d'emploi	6
Figure 2 : offre globale et demande	8
Figure 3 : courbe de Philips.....	10
Figure 4 : Structure du PIB	16
Figure 5 : Taux de chômage par province	18
Figure 6 : Comparaison inter pays du niveau d'éducation des adultes, 2000-2005	23

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Indicateurs agrégats macroéconomique	14
Tableau 2 : Structure du PIB	16
Tableau 3 : Taux brut d'activité	19
Tableau 4 : Taux d'activité par province	20
Tableau 5 : Répartition sectorielle de l'emploi	20
Tableau 6 : Indicateurs de qualité du travail, Madagascar : 2001-2005	21
Tableau 7 : Niveau d'éducation de Madagascar comparativement aux autres pays.....	22
Tableau 8 : Niveau d'éducation des adultes.....	27
Tableau 9 : Incidence de la formation professionnelle	31
Tableau 10 : Les types de formation	31
Tableau 11 : Taux de chômage des jeunes par provinces et selon le genre.	36
Tableau 12 : Diversification des cultures	39
Tableau 13: Structure du secteur pêche.....	40
Tableau 14 : Programme d'investissement public	43
Tableau 155 : Arrivée des touristes 2007-2008, Madagascar et ses concurrents.....	49
Tableau 16 : Indicateurs d'enregistrement de sociétés, 2005-2009	56
Tableau 17 : Salaire moyen et sous-emploi selon les Régions en 2005.....	i
Tableau 18 : Structure des emplois par branche d'activité selon le milieu.....	ii
Tableau 19 : Taux de chômage par région et selon le genre	iv

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: TAUX CHOMAGE A MADAGASCAR.....	i
Annexe 2: STRUCTURE DES EMPLOIS PAR BRANCHE D'ACTIVITE SELON LE MILIEU	ii
Annexe 3: STRUCTURE DES EMPLOIS PAR BRANCHE D'ACTIVITE SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION.....	iii
Annexe 4: TAUX DE CHÔMAGE PAR REGION ET SELON LE GENRE.....	iv

INTRODUCTION

Malgré les potentiels économiques que Madagascar possède, le pays figure aujourd’hui parmi les pays moins avancés et compte environ 20 millions d’habitant. Le faible taux de production dans l’agriculture expose le pays à un risque permanent de problème alimentaire. De plus, avec un revenu moyen de 990 600 Ariary¹ par an, une famille de taille 8 à 9 personnes arrive mal à satisfaire ses besoins fondamentaux. En 2005, le ratio de pauvreté est de 68,7%²; il est moins important dans les grands centres urbains que dans le milieu rural, ce qui dénote d’importantes disparités spatiales. Face à cela, Le pays est confronté à des multiples problèmes qui l’empêchent de se reculer de la pauvreté. Parmi ces maux économiques, le chômage reste un des problèmes insurmontables.

En effet, le chômage persiste et continue même à augmenter ce qui mène le pays dans une situation, non seulement économique mais aussi sociale, de plus en plus critique. Une partie des raisons de cette situation réside dans l’offre du travail. La qualité de travail offert par le ménage laisse à désirer, d’une part, le niveau d’instruction de la population et de qualification rend les entreprises réticentes à l’idée d’embaucher (1%³ seulement de population atteignent le niveau supérieur mais avec une augmentation en 2005 : 1,8% des femmes et 3,0% des hommes avaient accès à l’enseignement supérieur⁴); et d’autre part, un état de santé précaire limite les activités qu’ils peuvent exercer. Une autre raison de la persistance du chômage dans le pays est liée aux structures et institutions en place. En effet, l’incohérence et la non maîtrise de ces structures limitent l’efficacité des efforts de création d’emploi. La défaillance du marché du travail en fait partie. A cette défaillance s’ajoute le déséquilibre entre l’offre et la demande du travail. En dépit de toutes ces situations, l’État ne possède pas encore une politique bien définie pour gérer le problème de chômage. D'où la persistance du chômage qui est un phénomène assez involontaire pour le cas de Madagascar. Pour éloigner les effets pervers du chômage, les gens s’efforcent de travailler même à des conditions indésirables pour pouvoir améliorer la situation. C'est ainsi que le secteur informel s'amplifie considérablement dans notre pays surtout en milieu urbain d'où ce qu'on appelle chômage déguisé.

¹ INSTAT/DSM/EPN 2005

² PNSE/BM2006

³ RGPH, INSTAT, rapport d’analyse, volume 2, 1997, p82

⁴ Ministère de l’économie, de la finance et du budget, 2006

Le mécanisme est que, en suscitant un faible revenu, le chômage va engendrer en premier lieu une faible demande. Ce qui à son tour va désinciter l'investissement donc diminue la production. Suite à cette faible production les entreprises vont être découragés à investir et par conséquent ne vont plus à embaucher. Pour aller plus loin, la faiblesse de la production se répercute au niveau des recettes fiscales de l'État faute de quoi celui-ci sera obligé de réduire son budget et renonce à la réalisation des investissements publics à fin d'appuyer les investissements privés. De coup la production baissera davantage. Et enfin, le faible revenu causé par le chômage aura pour effet des conflits sociaux qui vont provoquer une instabilité politique, et une désincitation à investir s'ensuivra et finira par une aggravation du chômage.

Ainsi s'intéresse John Maynard KEYNES dans son ouvrage : « Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie », cherchant à résoudre le problème de l'emploi par la relance de la demande. Comment donc réduire le chômage à Madagascar afin d'atténuer son impact sur le développement du pays ? Pour pouvoir atteindre ce but, on va répondre aux questions suivantes :

- Comment adapter l'offre du travail avec la demande du travail ?
- Comment rendre les travailleurs de plus en plus productifs ?
- Comment rendre compatible la croissance démographique avec la croissance économique ?
- Comment favoriser la création d'emploi ?
- Comment renforcer le développement des secteurs et industries locales génératrices d'emplois ?
- Comment attire-t-on les investissements étrangers à investir chez nous ?

Pour mieux cerner ces problèmes, posons les hypothèses suivantes :

- La main d'œuvre sont moins productifs et ne sont pas motivés à travailler.
- Les entrepreneurs ne sont pas incités à investir à grande échelle donc à recruter plus de travailleurs.
- L'impact de la politique mené par le gouvernement malgache est indécis.

Dans la présente étude s'intitulant « ***Chômage, un obstacle pour le développement de Madagascar*** », on essaie de répondre à ces problèmes et de vérifier la pertinence de ces hypothèses en étudiant le marché de travail à Madagascar et en dégageant des

recommandations pour lutter contre le chômage et à améliorer la situation de l'emploi dans la grande île. L'objectif étant d'assurer que tous les actifs soient occupés et que la rémunération de chaque travailleur va lui permettre de couvrir au moins ses dépenses essentielles. Pour bien réaliser cette analyse, des documentations ont été menées durant la recherche. D'abord, un entretien au près des agents du Ministère de la Fonction Publique, du Travail, et des Lois sociales (MFPTSL). Puis, au niveau du centre d'information publique de l'institution de la banque mondiale pour tirer des informations sur la politique d'emploi à Madagascar ainsi que le rapport du BIT sur l'emploi dans le monde. Ensuite, à l'Institut National de la STATISTIQUE pour la documentation relative sur les données relative à l'emploi et le chômage à Madagascar. Et également, des documentations techniques ont été faites pour des compléments du document. Par souci de maîtrise de l'étude, nous limitons notre champ d'analyse à la population en âge de travailler (15 à 64 ans), et à la période 2002 à 2010 quant à l'évolution du chômage.

La présente analyse se fera en deux parties :

- Dans la première partie, on se focalisera sur une analyse du marché du travail et origine du chômage dans laquelle on va voir l'approche théorique du chômage (l'analyse traditionnelle du chômage tel que les néoclassique et les keynésiens), et l'état de lieu de la situation économique et situation de l'emploi à Madagascar dans laquelle on montrera qu'il y a liens entre la croissance et le marché du travail.
- Tandis que dans la deuxième partie, on s'étalera sur les recommandations pour réduire le chômage en insistant sur les trois points suivant : la valorisation des ressources humaines, et la promotion des investissements qui sont des rôles sous le responsable du gouvernement.



PARTIE I.

ANALYSE DU MARCHE DU TRAVAIL ET ORIGINE DU CHÔMAGE

Pour bien approfondir le marché du travail et le chômage, on va procéder tout d'abord à une étude théorique pour apprécier les différentes conceptions des auteurs qui n'ont pas le même point de vue sur la notion de chômage. Et ensuite, on va faire une constatation de la situation économique et de la situation de l'emploi à Madagascar et en dégageant la structure du marché du travail qui est plus approprié avec le cas du pays selon l'analyse de ces auteurs.

Chapitre I. APPROCHE DES THÉORICIENS SUR LE CHÔMAGE

Plusieurs théoriciens économiques abordent le chômage qui est une notion fondamentale pour la croissance économique. En fait, c'est un problème fondamental dont lequel les économistes essaient d'analyser et éventuellement de résoudre. Dans ce chapitre, il y en a quatre appréciations théoriques qui vont avancer l'analyse du chômage : l'analyse néoclassiques, l'analyse keynésienne, la théorie du déséquilibre et l'analyste marxiste.

I.1 L'opposition traditionnelle entre la théorie libérale et la théorie keynésienne

Dans les études des théories économiques, un débat latent entre les économistes traditionnelles – les classiques et les keynésiens – sur les problèmes économiques existait. C'est ce qu'on montre dans analyses suivantes au niveau du marché du travail et de chômage.

I.1.1 Les néo-classiques : chômage volontaire ou imperfection du marché

I. 1. 1. 1. Le marché du travail théorique : "concurrence et chômage volontaire"

Dans l'univers classique, le marché du travail est constitué de deux agents économiques qui se confrontent – l'entreprise qui demande du travail (offre des emplois), et les salariés qui offrent du travail (demande des emplois) – pour maximiser leur gain.

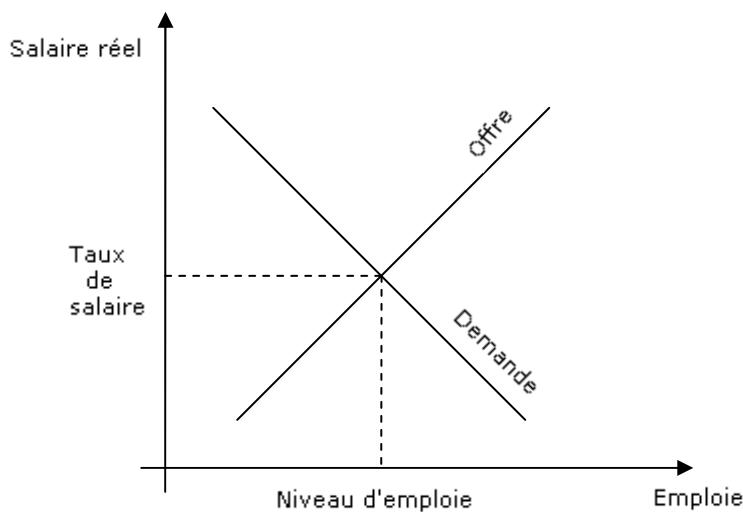
- Pour l'entreprise, en maximisant son profit va embaucher tant que le travail rapporte plus qu'il ne coûte c'est-à-dire que la productivité marginale soit supérieur au salaire. Il trouvera ainsi son équilibre là où la productivité marginale⁵ égalise le salaire. La demande du travail sera réalisée en dépendant des conditions techniques et de production, et en fonction décroissante du salaire.

⁵ **Productivité marginale** : c'est la production marginale entraînée par l'utilisation d'une unité de facteur de production.

- Les salariés de leur part vont faire une comparaison entre l'utilité de leur travail (qui est le salaire) et la désutilité (le temps et le loisir en moins). Il trouvera aussi son équilibre si son utilité marginale⁶ est égal à son désutilité marginale et la fonction d'offre de travail est une fonction croissante du salaire va s'établir.

En raisonnant en terme d'équilibre, les néo-classiques affirment qu'à cet équilibre, l'offre sera égale à la demande. A cet égard, tout chômage involontaire est impossible et seul le chômage volontaire existe. Ce dernier correspond à la situation des individus qui refusent de travailler à ce salaire d'équilibre et exigent un salaire plus élevé.

Figure 1 : Offre et demande du travail



Source : « *Le chômage aujourd'hui – un phénomène pluriel* »,
B. Marcel / J. Taieb. NATHAN. 1991. p76

Ce mode est pris sur marché du travail concurrentiel. Mais si la règle de la concurrence n'est pas respectée, alors un chômage involontaire est possible. Ce qui est justifié par l'existence des syndicats, la fixation par l'Etat d'un salaire minimum.

⁶ Utilité **marginale** : c'est le supplément d'utilité apporté par la consommation d'une utilité supplémentaire de bien.

I. 1. 1. 2. Chômage volontaire et théorie de la recherche de l'emploi

Cette approche est déterminée par l'existence simultanée d'emploi au cours⁷ et de chômeurs, qu'elles vont expliquer par l'imperfection de l'information c'est-à-dire que le marché du travail n'est pas ici un marché où l'information circule parfaitement.

Il est plus facile de collecter une information sur les emplois pour un chômeur que pour celui qui a un emploi. « Donc le chômage devient en quelque sorte un investissement rationnel qui permet aux individus de collecter le maximum d'information pour savoir si le travail qu'on leur propose correspond à la situation du marché »⁸. Si l'augmentation de la durée du chômage permet d'accroître son salaire, ses gains baissent avec le temps. Au contraire, les coûts du chômage sont croissants (perte de salaire, diminution des possibilités d'embauche). Il est plus rentable donc d'arrêter la recherche à un moment donné (et donc du chômage) et d'accepter de travailler.

Toutes ces analyses cherchent à confirmer que le chômage est volontaire. Pourtant, pour Keynes, le chômage est avant tout involontaire.

I.1.2 L'analyse keynésienne du marché du travail

I. 1. 2. 1. Analyse macroéconomique en termes de circuit

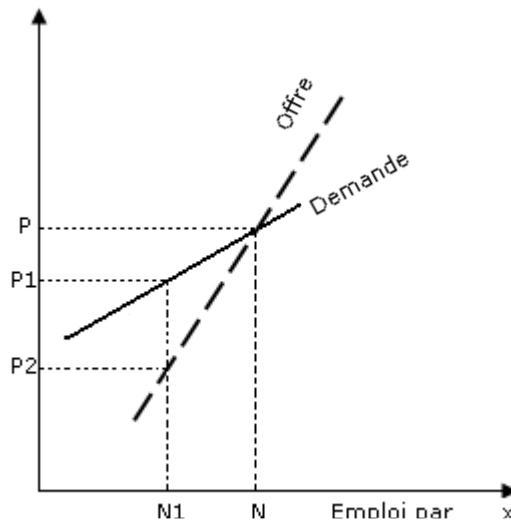
Dans son analyse du marché de l'emploi (théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie), Keynes part d'une vision globale (macroéconomie). Il montre comment se réalise l'équilibre entre offre et demande globale à court terme en montrant comment se réalise l'ajustement produit- revenu- dépense. Selon lui, l'emploi dépend du niveau de production que les entrepreneurs décident de réaliser qui à court terme dépend du niveau de la demande effective (c'est-à-dire la demande escomptée par les chefs d'entreprises) et qu'à chaque niveau de demande correspond à un niveau d'emploi unitaire. La demande est composée de la demande de consommation des ménages et de la demande d'investissement des entreprises ou demande en biens de production ainsi que la demande de biens de consommation et de biens de production des administrations et de l'étranger. De plus, elle se fait sur un marché

⁷ Emploi au cours : poste vacant

⁸ Bruno Marcel/Jacquis Taïb, « le chômage aujourd'hui, un phénomène pluriel », NATHAN, 1991, p77

théorique et non pas sur le marché du travail comme chez les néo-classiques et dépend de la façon dont le circuit économique s'équilibre. Sur le marché du travail, le taux salaire c'est le taux de salaire nominal, alors que le taux de salaire est dépendant de la productivité marginale.

Figure 2 : offre globale et demande globale



Source : « Comprendre les théories économiques », J.M. Albertini, tome1, du seuil, 1983. p41.

I. 1. 2. 2. Un chômage dû à une demande insuffisante que la baisse improbable des salaires ne résout pas

Selon Keynes, le chômage volontaire est possible et aussi probable. Rien n'arrive automatiquement, la fixation de la demande effective se fait à un niveau suffisant pour réaliser le plein emploi. Lorsqu'il y a chômage, la demande effective se situe à un niveau trop bas, ou plus précisément, le chômage est causé par une demande insuffisante. Le salaire qui est coût pour une entreprise mais perçu comme revenu pour les salariés, si ça va baisser, diminue à son tour l'emploi si la demande effective est maintenue. En fait, une baisse des salaires entraîne une diminution de la consommation des salariés alors de la production. Le prix va ainsi diminuer le salaire ainsi que l'emploi, ce qui diminue encore la demande effective et donc de nouveau la production.

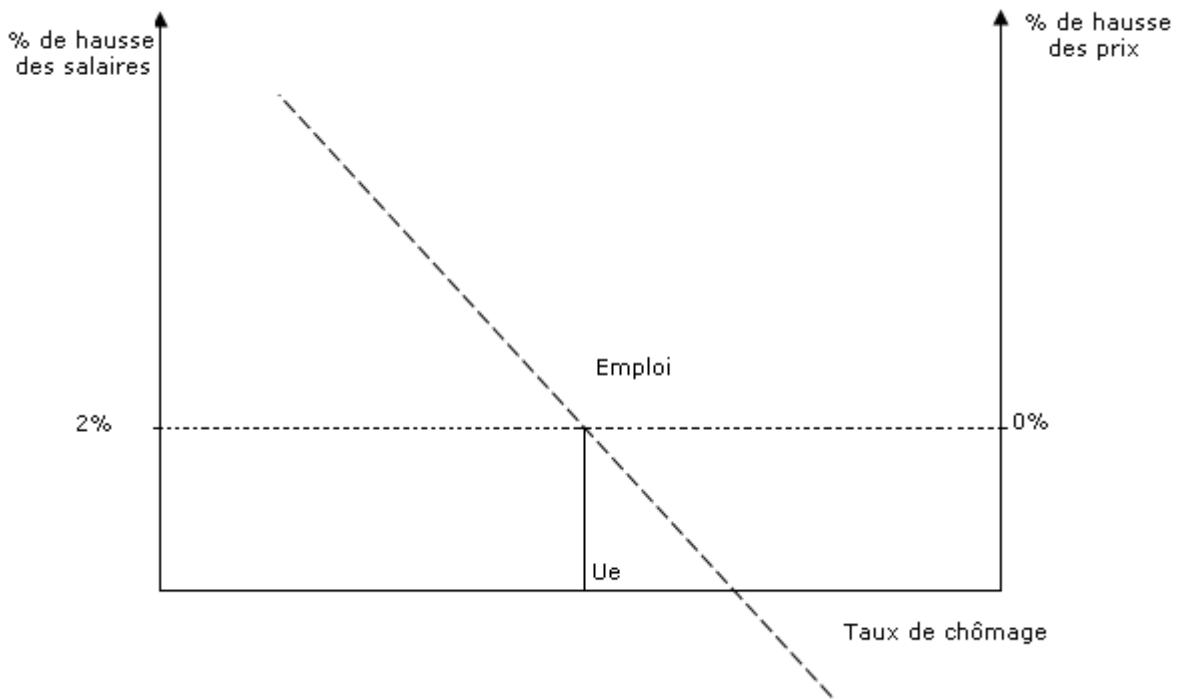
I. 1. 2. 3. La politique de relance et courbe de Philips : le keynésianisme dominant des années soixante et ses limites.

Dans ce troisième point, le théoricien préconise de lutter contre le chômage en insistant sur l'intervention de l'Etat. Mais lutter contre le chômage passe tout d'abord par la relance de la demande⁹ : politique de soutien de la demande utilisant l'arme budgétaire et de la monnaie. Dans une approche keynésianisme, pour réduire le chômage, il faut augmenter et ou diminuer les impôts de façon à l'injection de pouvoir d'achat de l'économie soit supérieur à la position initiale. Cette dépense supplémentaire aurait un effet multiplicateur : en augmentant la dépense, la production va augmenter et donc l'emploi. Quant à la politique monétaire, elle aura pour conséquence une diminution du taux d'intérêt mais elle ne peut pas à elle seule relancer les activités économiques.

Courbe de PHILIPS

La courbe de Philips établit une relation inversement proportionnelle entre le taux de croissance des salaires nominaux et le taux de chômage. Le développement de cette théorie par les keynésiens mène à l'établissement d'une asymétrie entre l'inflation (souvent due à l'augmentation des salaires nominaux) et le taux de chômage.

⁹ J.-M. Albertini/A.Silem, comprendre les théories économiques, tome1, p43

Figure 3 : courbe de Philips

Source : « Le chômage aujourd’hui – un phénomène pluriel », B. Marcel / J. Taïeb,
NATHAN, 1991, p84.

Ce triomphe de Keynes se fait dans le cadre d'une synthèse qui manifeste en particulier sur une longue période, une liaison survenue entre croissance du taux de chômage et du taux de salaire nominal.

En supposant que le partage entre profit et salaire est constant, toute hausse de salaire rapide que celle de productivité va provoquer une augmentation du prix. Le marché du travail est ainsi réintroduit. S'il y a une tension sur celle-ci, on assiste à une croissance rapide de la demande de travail des entreprises, le chômage baisse et le salaire tendent à augmenter plus vite que la productivité ce qui accélère l'inflation.

I.2 Les autres approches théoriques du chômage

I.2.1 La synthèse de l'école du déséquilibre

I. 2. 1. 1. *Un renouveau de l'approche néoclassique : les équilibres à prix fixe.*

Elle repose sur la remise en cause partielle des postulats néoclassique pour mieux adapter à la réalité économique contemporaine. Elles vont refuser l'hypothèse de flexibilité des prix (et donc du salaire) à court terme. En effet, les marchés sont imparfaits et en particulier, il n'existe pas de « *commissaire-priseur* » permettant par tâtonnement un ajustement de l'offre et de la demande. On retrouve ici l'intuition de Keynes pour qui l'incertitude du marché pousse à ce type de comportement. Cette rigidité est pour les économistes du déséquilibre surtout forte à la baisse. Dans cette approche, il faut renouveler dans l'équilibre dont le prix est fixe où l'ajustement se fait par quantité et non par les prix. Ces analyses permettent de trouver Keynes d'expliquer que le chômage peut être dû à une insuffisance de la demande mais aussi qu'il peut exister un chômage classique lié à des problèmes de rentabilités

I. 2. 1. 2. *Chômage classique et chômage keynésien*

Mulinvaud montre que chômage classique et chômage keynésien peuvent coexister, ce qui rend plus difficile la mise en œuvre de la politique de lutte contre le chômage.¹⁰

Il existe quatre types d'équilibres possibles :

- *Premièrement* : C'est une situation keynésienne : il y a excès d'offre sur le marché de biens (demande insuffisante), et un excès d'offre sur le marché du travail (demande d'emploi non satisfaite) ; on peut alors parler d'un chômage keynésien contre lequel les politiques de relance usuelles gardent toute leur efficacité.
- *Deuxièmement* : Excès d'offre de travail (demande de travail insuffisant), avec un excès de demande de biens (offre insuffisante). Les entreprises ne peuvent pas répondre à la demande car elles ne peuvent le faire dans des conditions rentables. Le taux de salaire est trop

¹⁰ Corinne PASCO, « Economie générale », édition NATHAN, 2005, p124.

élevé (compte tenu de la productivité de l'économie, ce qui peut très bien résulter d'une insuffisance d'investissement dans le passé).

- *Troisièmement* : Excès d'offre de biens et excès de demande de travail ; ce qui semble difficilement concevable : pourquoi les entreprises auraient -elles tendances à embaucher au-delà des possibilités du marché du travail dans un contexte de surproduction ? Pour stocker ? Est-ce très rationnel ?
- *Quatrièmement* : Excès de la demande sur le marché de biens et un excès de demande sur le marché de travail. Il s'agit d'une situation surchauffe qui, les prix étant rigides, donne lieu à une inflation continue. (Si on abandonne de rigidité à la hausse et on introduit l'extérieur, on retrouve la situation classique de surchauffe avec inflation et déficit extérieur).

Si on quitte le court terme pour essayer de voir clairement, ces équilibres peuvent évoluer à moyen terme, certaines perspectives semblent possibles. Ainsi le chômage keynésien durable en déprimant l'investissement (pour cause de demande insuffisante) risque de traduire par une moindre efficacité de l'appareil productif et des problèmes de rentabilités. Un chômage classique s'il finit pour entraîner une baisse du salaire (qui peut prendre plusieurs formes de licenciement, hausse moins rapide que celle du prix, etc.) risque alors d'entraîner un chômage keynésien, la demande de salaire étant trop faible.

I.2.2 Le marxiste et le chômage

Pour Marx, le chômage est inhérent à l'économie capitaliste, en logique du développement du capitalisme poussant au sous-emploi.

I. 2. 2. 1. Accumulation capitaliste remplace l'homme par la machine

Par la logique de recherche de profit, le capitaliste cherche à investir en privilégiant l'accumulation en moyen matériel par rapport à la dépense en travail direct, c'est-à-dire la substitution du capital au travail avec la notion de capital constant et le capital variable. L'accumulation du capitaliste est donc une augmentation de richesses, mais surtout le progrès technique et la concurrence poussant à ce remplacement. Il faut utiliser des techniques plus performant pour diminuer le coût de production à fin d'augmenter le profit par rapport aux autres du moins tant que ce dernier n'a pas fait de même.

Le capitaliste est sensé de vendre son produit à un prix supérieur à la valeur qu'elle produit avec une quantité de travail inférieur à celle de la concurrence. La concurrence pousse bien entendu à la génération de ce processus qui conduit à des crises périodiques.

*I. 2. 2. 2. Accumulation capitaliste conduit à des crises de surproduction
voire de chômage massif*

Le processus précédent mène à une augmentation générale de la part du capital matériel dans la production, il se traduit aussi par une diminution de la valeur de marchandise (il faut moins d'heure de travail pour produire le bien). Moins de valeur créée avec plus de capital matériel entraîne une tendance à la baisse du taux de profit entre laquelle les capitalistes luttent ces deux mécanismes conduisent à des crises de surproduction inhérente au capitalisme et source de chômage massif. Le chômage est donc dû à une rentabilité trop faible et à des débouchés insuffisants.

I. 2. 2. 3. L'armée de réserve industrielle : une nécessité pour soutenir les salaires

Pour qualifier le chômage, Marx parle d'une « armé de réserve industrielle ». S'il utilise cette expression c'est parce que l'existence de celle-ci permet aux capitalistes de contenir les salaires au minimum et donc de parvenir à maintenir leur profit. Les chômeurs sont en fait indispensables à la poursuite de l'accumulation et du développement capitaliste, une situation de plein emploi risquant d'entraîner trop forte hausse de salaire qui bloquerait les possibilités de profit et d'accumulation. Dans un capitalisme concurrentiel comme celui dans la première partie du XIXème siècle où la croissance est très extensive, la richesse a une certaine pertinence. Dans une croissance moins intensive et moins concurrentielle, l'aspect régulateur du chômage n'est plus aussi évident. En outre, une croissance soutenue peut et même doit alors s'accompagner d'une hausse rapide des salaires comme durant les trente glorieuses.

Les différentes théories précédentes nous ont montré comment le chômage parvient à exister. On va maintenant étudier le cas de Madagascar en commençant par voir les états des lieux de l'économie et de l'emploi et en déduire la structure du marché du travail.

Chapitre II. ETATS DES LIEUX DE L'ÉCONOMIE ET DU MARCHE DU TRAVAIL A MADAGASCAR

II.1 Situation économique et situation de l'emploi

L'emploi est le moteur de la croissance économique du fait qu'elle crée du revenu au ménage à fin que ce dernier puisse jouir sa vie. Un aperçu sur la situation économique de Madagascar sera donc aborder et après on considérera l'état de lieu de l'emploi.

II.1.1 Situation économique

II. 1. 1. 1. Croissance des indicateurs macroéconomique

Madagascar a enregistré en moyenne un taux de croissance ne dépassant pas de un chiffre (environ 6% de 2003 en 2008), et que pendant une crise économique, ce taux chute jusqu'à un chiffre négatif. On donne dans le tableau suivant l'évolution des indicateurs macroéconomique depuis 2008 jusqu'en 2011.

Tableau 1 : Indicateurs agrégats macroéconomique.

	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance économique	7,1	-4,5	-0,4	4,3
Inflation IPC	9,2	8,9	9,1	8
Balance budgétaire par rapport au PIB	-1,9	-1,3	-0,6	-1
Balance courante par rapport au PIB	-20,5	-16,2	-17,4	-17,7

Source : INSTAT, « Calcul des indicateurs pour les estimations ».

En 2008, on a estimé que le taux de croissance économique de Madagascar est de 7,1% qui correspondaient à un taux d'inflation de 9,2% mais en réalité, ce taux est de 8%. L'année suivante, à cause de la crise politique, le taux de croissance estimé est de -4.6% ce qui n'est

pas le cas car on a connu 0,6%¹¹ de croissance pendant cette dernière année. En fait, en 2009, dû à la crise politique voire économique, on a prévu que 100.000¹² emplois sont menacés d'être perdu à cause de l'exclusion de Madagascar parmi les bénéficiaires de l'AGOA. En définitive 5 usines employant 7.000 personnes sont fermées¹³. De plus, le ministère du travail et des lois sociales indique qu'une quinzaine d'entreprises sont touchés par le licenciement et le chômage technique total et partiel. Au total, le nombre d'emplois pouvait atteindre 20.000. Par conséquent, l'économie de Madagascar ne pouvait être reconstituée qu'en 2011 en prévoyant une croissance économique de 4.3%. Par ailleurs, pendant toutes ces années, le taux d'inflation à Madagascar se tourne autour de 9%, ce qui ne correspond pas au taux de croissance. Il est bien vrai que s'il n'y pas d'inflation, il n'y a pas de croissance, mais si le taux d'inflation n'est pas proportionnel au taux de croissance, ce sera catastrophique. La balance budgétaire par rapport au PIB pour Madagascar est toujours un chiffre négatif pendant les quatre années, ce qui signifie que Madagascar a toujours connu un déficit budgétaire, qui n'est pas à long terme une bonne situation. En fin, pendant ces années, la balance courante par rapport au PIB est aussi négative. Cela est expliqué par le fait que Madagascar importe plus des produits de l'extérieur qu'il exporte. En effet, les importations de Madagascar sont des produits incompressibles dont il ne peut pas s'en passer alors que les exportations sont des produits agricoles où la demande est parfaitement élastique. Dans toutes ces analyses, on peut en retirer que l'économie de Madagascar n'est pas performant.

II. 1. 1. 2. Répartition sectorielle du PIB

Le tableau suivant nous montre comment se construit le PIB selon les différents secteurs à Madagascar c'est-à-dire l'apport de chaque secteur dans le PIB.

¹¹ www.primature.gov

¹² Magazine FIHAVANANA, n°00 du 15 Août 2009, p18.

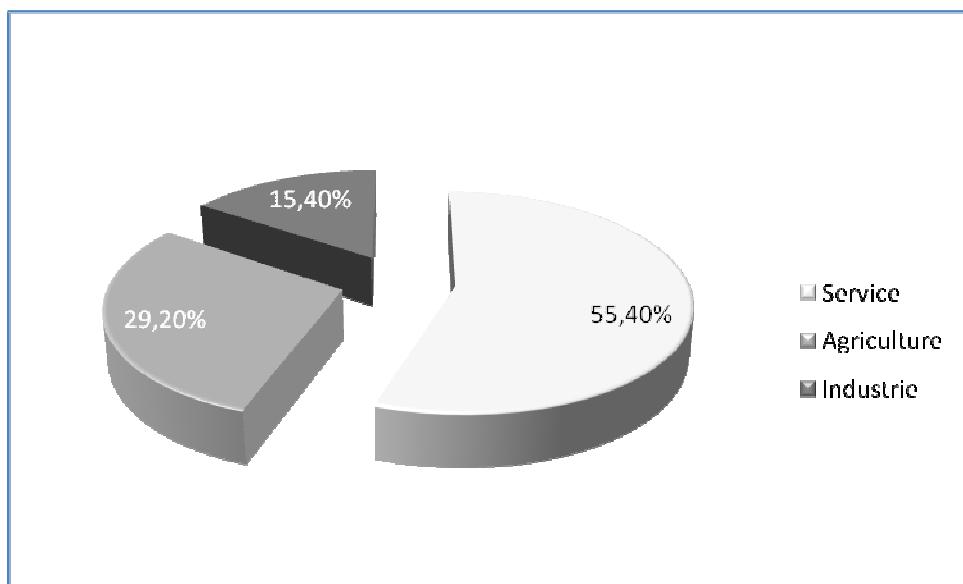
¹³ www.madagascar-tribune.mg

Tableau 2 : Structure du PIB

SECTEURS	PIB %
Agriculture	29,2
Industrie	15,4
Service	55,4

Source : « Journal de l'économie du 19 au 25 juillet 2010 », n°21, p19.

Pour bien montrer cet agencement, on va la présenter dans le graphique suivant :

Figure 4 : Structure du PIB

Source : Tableau 2 : structure du PIB

Aussi bien que le tableau, le graphique montre qu'il y a une distorsion dans l'apport de chaque secteur d'activité économique dans le PIB. Le secteur du service contribue le plus au PIB parmi les secteurs, et après le secteur agricole dont la part dans le PIB est de 29,2% alors que les activités agricoles représentent plus que 70%¹⁴ des activités à Madagascar. Le secteur manufacturier contribue le moins au PIB à Madagascar car l'industrie est peu développée. On verra ultérieurement la contribution de ces secteurs d'activité à l'emploi à Madagascar.

¹⁴J.P. Lebauchd « Pauvreté, marché du travail et croissance pro-pauvre à Madagascar », BM, 2009

Bien que Madagascar soit considéré comme un pays à vocation agricole et que 78% de la population se trouve dans le milieu rural, actuellement, on constate que c'est le secteur service qui est plus avancé parmi les trois secteurs surtout en milieu urbain. La prédominance de ce secteur montre que Madagascar est un pays à un niveau de développement faible. Même si le secteur agricole domine à Madagascar, sa contribution au PIB ne représente que 29,2%, qui signifient qu'il n'est pas un secteur porteur. Comme dans les pays développés où l'industrie domine, il nous faut une grande transformation pour surmonter la pauvreté, en promouvant surtout les industries génératrices d'emplois à fin d'augmenter le niveau de vie de la population.

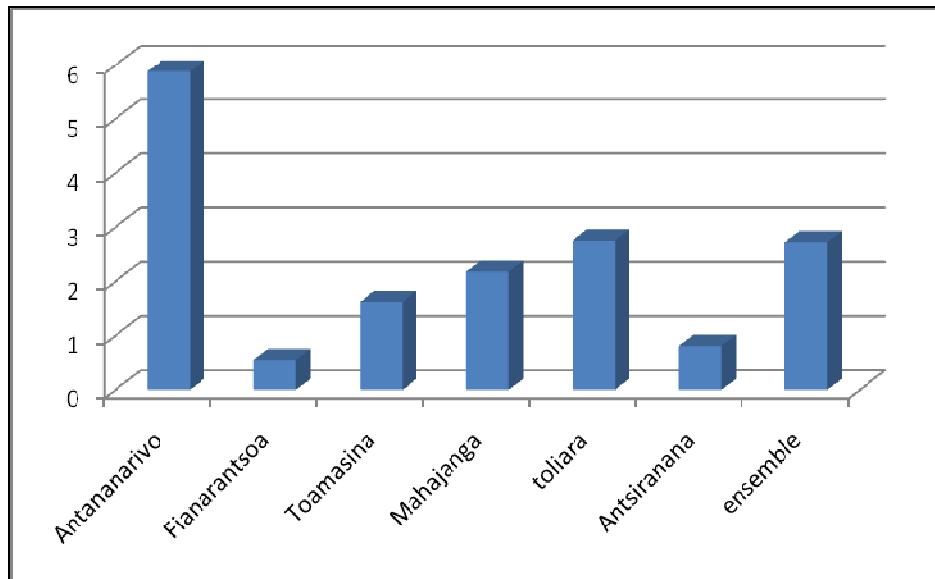
II.1.2 Situation de l'emploi

A fin d'analyser la situation de l'emploi à Madagascar, une analyse des indicateurs du marché du travail sera abordée. Il existe plusieurs indicateurs du marché du travail pour identifier la situation de l'emploi à Madagascar jugé principaux par le BIT tels que les Indicateurs Clés du marché du travail (ICMT), mais on ne retiendra que quelques indicateurs qui permettent bien d'apprécier le cas du pays.

II. 1. 2. 1. Taux de chômage

Le taux de chômage à Madagascar (dont les chômeurs déguisés sont exclus) est environ autour de 2,8%¹⁵, un taux jugé faible dont calculent les institutions responsables mais qui est très bien inférieur à ce qu'on constate dans la réalité du pays. C'est la prépondérance du secteur informel à Madagascar surtout dans les grands centres urbains qui explique en fait ce niveau du taux de chômage. Ce taux est plus élevé à Antananarivo que dans les autres provinces, ce qui nous permet de dire que le chômage est un phénomène urbain. La figure suivant permet de vérifier cette affirmation.

¹⁵ Source : Annexe 1 : taux de chômage

Figure 5 : Taux de chômage par province

Source : OMEF / ICMT / EPM 2005

II. 1. 2. 2. Les indicateurs de l'emploi

Parmi les indicateurs du travail connu, l'indicateur de l'emploi permet d'évaluer le niveau d'emploi dans un pays. On montrera quelques taux pour apprécier celui de Madagascar

- Taux d'occupation : c'est le rapport entre les personnes ayant un emploi et la population en âge de travailler. Ce taux est de 82.5% en 2001 et de 85.7% en 2005¹⁶
- Taux de croissance du taux d'emploi : le taux actuel est de 1.5% et le taux de croissance pro-pauvre est de 3.7% pendant la période 2001 à 2005.¹⁷ Ce qui signifie que le niveau d'emploi est faible et croît moins vite.
- Taux de dépendance des ménages : c'est un indicateur important qui est le rapport entre la taille totale des ménages et les personnes d'âge actif qui sont employés ou au chômage. Il est de 2.4 individus¹⁸ dans les deux périodes 2001 et 2005. Ceci implique l'importance de la charge familiale pour une personne en activité. En effet, en moyenne une personne occupée supporte au moins deux personnes.

¹⁶ OMEF/ICMT/2005

¹⁷ OMEF/ICMT/2005

¹⁸ OMEF/ICMT/2005

➤ Taux d'activité: le taux brut d'activité est défini comme rapport entre la population d'occupés et de chômeurs et la population totale. Ce taux se calcule d'après la formule suivante :

$$tb = \frac{Po + Pc}{Pt} \quad \text{où} \quad \left\{ \begin{array}{l} P_o \text{ désigne la population occupée,} \\ P_c \text{ le nombre de chômeurs (la somme équivaut à la population active),} \\ \text{et } P_t \text{ la population totale.} \end{array} \right.$$

Voici le taux brut d'activité à Madagascar pour les personnes âgées de 15 à 64 ans l'année 2005.

Tableau 3 : Taux brut d'activité

Désignations	15-64ans
Actif	8'518'165
Population totale	18'817'985
Taux brut d'activité	45,3%

Sources : OMEF / EPM 2005

Si on considère la population de 15 à 64 ans, on constate que 45,3% de la population sont actives ou en âge de travailler. Ce taux indique seulement le niveau d'activité que peut constituer la population entière mais ne permet pas de situer le niveau du chômage car il comprend tout les chômeurs et les personnes occupées. Par contre le taux net d'activité Il indique le niveau général de participation au monde du travail de la population en âge car c'est le rapport de la population occupés et de chômeurs à la population en âge de travailler.

Le taux d'activité à Madagascar par province est donné par le tableau suivant en 2005.

Tableau 4 : Taux d'activité par province

Provinces	Taux d'activité (%)
Antananarivo	87,0
Fianarantsoa	89,9
Toamasina	86,9
Mahajanga	89,1
Toliara	89,5
Antsiranana	84,4
Ensemble	88,1

Source : OMEF/EPM 2005

II. 1. 2. 3. Répartition de l'emploi par secteur

Tableau 5 : Répartition sectorielle de l'emploi

Secteurs	2001	2005
Moderne	15.3	12.5
Informel non agricole urbain	4.0	3.7
Informel non agricole rural	5.2	3.1
Agriculture	75.6	80.7

Source : Pauvreté, marché du travail et croissance pro-pauvre à Madagascar, BM, 2009

En réalité, le marché du travail à Madagascar est articulé autour de plusieurs systèmes productifs :

- En premier lieu, le secteur agricole qui contribue en 2005, 29,3% de l'emploi national à plus de 80% si on englobe les aides familiaux. La contribution des agriculteurs et des aides familiaux à l'emploi national a quelque peu augmenté entre 2001 et 2005 – respectivement 75,6% et 80,7%.
- En deuxième lieu, le secteur informel qui constitue une composante majeure de l'emploi. D'une part, le secteur informel rural non agricole contribue 3,1% pour de l'emploi

rural en 2005 contre 5,2% en 2001 dont 61,3 et 61,7% respectivement en 2001 et en 2005 émanent des activités féminines. D'autre part, la seconde composante du secteur informel non agricole est localisé en milieu urbain soit environ 3,7% de l'emploi du pays en 2005. En fait, ce système productif traduit une hétérogénéité des formes d'activités génératrices d'emplois et de gains diversifiés.

➤ En troisième lieu, 15,3% et 12,5% des individus actifs, respectivement en 2001 et 2005, travaillent dans le secteur moderne. A cet égard, le salariat « protégé » - cotisation à une caisse de retraite, et bénéfice de congé payé et d'une protection sociale – ne touche que le quart des salariés en 2005 – 21,3% en 2001 -, et 2/3 des salariés protégés sont des hommes¹⁹.

II. 1. 2. 4. Indicateurs de qualité de l'emploi.

On propose quatre indicateurs pour apprécier la qualité de l'emploi qui est résumé dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6 : Indicateurs de qualité du travail, Madagascar : 2001-2005

		2001	2005
Proportion d'emploi salarié non protégés		78,6	75,2
Proportion de « mauvais emploi » salariés		8,3	12,0
Proportion d'emplois payés moins que le SMIG		22,4	31,4
Taux de sous-occupation	• Salariés	22,0	25,4
	• Ensemble des personnes occupées	24,3	43,3

Source : EPM 2001 et 2005

II. 1. 2. 5. Précarité de l'emploi²⁰

On déduit comme suit la précarité de l'emploi à Madagascar :

- Salaire médian d'un travailleur est de 17 USD par moi

¹⁹ Pauvreté, marché du travail et croissance pro-pauvre à Madagascar, BM, 2009 , p7

²⁰ Jacques Morisset, Madagascar : agenda vers une relance économique, banque mondiale – promouvoir l'emploi : au-delà des promesses, 2010, p180

- 95% de la population occupée ne bénéficie pas d'une couverture sociale formelle (seulement 520.000 travailleurs sont inscrits à la caisse de sécurité sociale)
- Un travailleur sur quatre est employé à temps partiel
- Deux tiers de la population en âge de travailler est sous occupé ou à la recherche d'un emploi.

II.2 Structure du marché du travail

A Madagascar, les contraintes qui nuisent au développement du marché du travail proviennent de la demande de la part des entreprises que de l'offre de la part de la main d'œuvre.

II.2.1 Faiblesse des compétences

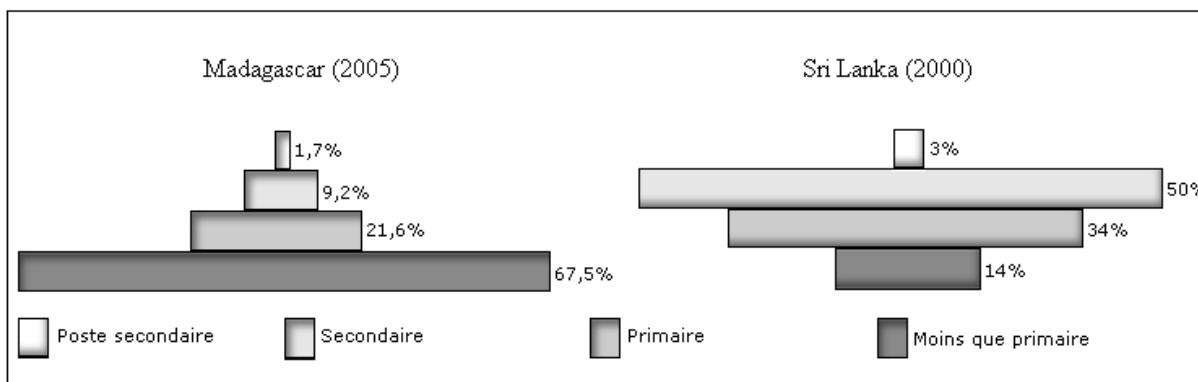
D'abord, la faible productivité à Madagascar est liée au manque de qualification de la main d'œuvre. Comme la qualification est liée elle aussi au niveau d'éducation on essaie d'exposer ce dernier dans le tableau suivant. Pour cela l'appréciation du niveau d'éducation des adultes à Madagascar, est à comparer avec celui de Sri Lanka.

Tableau 7 : Niveau d'éducation de Madagascar comparativement aux autres pays.

Niveau	Madagascar 2005	Sri Lanka 2000
Moins que primaire	67,5%	14%
Primaire	21,6%	34%
Secondaire	9,2%	50%
Post secondaire	1,7%	3%

Source : Madagascar : analyse de la banque mondiale de l'enquête prioritaire auprès des ménages 2005

Pour bien montrer la différence entre le niveau de l'éducation des adultes de Madagascar et de Sri Lanka, présentons par la figure suivante :

Figure 6 : Comparaison inter pays du niveau d'éducation des adultes, 2000-2005

Source : Madagascar : Analyse de la BM des données de l'EPM 2005

Nous constatons que la base de la pyramide à Madagascar est relativement large par rapport à celle de Sri Lanka, ce qui signifie qu'un part élevé de la population malgache n'a qu'un niveau inférieur au primaire. La pyramide se rétrécie jusqu'à un niveau très étroit, où seulement 1,7% de la population active dispose un niveau supérieur (post secondaire). Comparativement au niveau d'instruction à Sri Lanka où en 2000, la moitié de la population avait un niveau secondaire, le niveau d'éducation des adultes à Madagascar est sérieusement en retard.

En outre, même si la scolarité s'adresse à présent à tous les enfants jusqu'à la fin de l'enseignement primaire, la plupart des élèves abandonnent au cours de leurs études secondaires, si bien qu'un sur quatre présente au BFEM²¹ et un sur vingt seulement poursuit leurs études jusqu'au baccalauréat. Ce niveau ne permet aux individus que de devenir commerçant qui survivent aux combines et à l'informel dans les rues d'Antananarivo ou famille des paysans de la région d'Anosy, assis devant leur maison, sans terre, qui attendent leur prochain emploi saisonnier.²²

II.2.2 Insuffisance de la demande de la part des entreprises

La deuxième composante du marché du travail provient de la demande. Plusieurs facteurs contribuent au faible niveau d'embauche chez les entreprises et c'est ce qu'on veut analyser ici.

²¹ BFEM : Bureau de Fin d'Etude Moyen

²² Madagascar : agenda vers une relance économique, banque mondiale, 2010, p183

II. 2. 2. 1. Absence de volonté d'entreprendre : l'aversion au risque.

Dans ce cadre, l'amélioration du climat des affaires est un point à cibler. En fait à Madagascar, la persistance de la corruption au niveau de l'administration, les instabilités politiques, les procédures, etc. sont les facteurs de désincitation des entrepreneurs à investir. Cependant, selon Pierre Maillet : « l'élément fondamental est l'existence d'un nombre suffisant de personnes animées de l'esprit d'entreprises, disposées à courir des risques, à lancer de nouvelle combinaison de production, à ne pas se contenter de suivre l'exemple du passé, mais à innover résolument... ».²³ La politique de relance de l'emploi est privilégiée via l'encouragement à la création d'entreprise, y compris des PME²⁴ et des micro-entreprises ainsi que l'auto-emploi dans le secteur agricole qui représentent les principales sources d'emploi, à travers les contraintes administratives qui nuisent à leur création et à leur extension et à l'accès au financement.²⁵

II. 2. 2. 2. Méprise du capital humain par rapport au capital technique.

En fait à Madagascar, les secteurs qui ont bénéficiés d'une croissance relativement forte au cours de ces dernières années n'ont contribué que marginalement à la création d'emploi. En effet, les entreprises dans ce secteur ont tendance à favoriser les investissements en préférant l'utilisation des machines. On retrouve ici, la théorie de Marx sur le chômage dont l'origine est la substitution du capital au travail, où le capital constant est plus utilisé par rapport au capital variable pour maximiser le taux de profit des entrepreneurs. Si une entreprise embauche donc un travailleur, c'est parce qu'il va lui rapporter plus qu'il ne lui coûte ou qu'elle n'a pas la possibilité de la remplacer par un autre facteur de production plus rentable.

Il est ainsi nécessaire pour Madagascar d'améliorer la productivité du travail en mettant l'accent sur la valorisation du capital humain à fin d'attirer les entreprises étrangers et à développer des entreprises locales tout en promouvant la création d'emploi.

²³ Pierre Maillet, « *la croissance économique* », p67

²⁴ PME : Petites et Moyennes Entreprises

²⁵ Madagascar : agenda vers une relance économique, banque mondiale, 2010, p181

PARTIE II.

PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS POUR LA LUTTE AU CHOMAGE

D'après ce qu'on a vu dans la partie précédente, les contraintes qui nuisent au développement du marché du travail à Madagascar concernent tant la demande de la part de l'Entreprise que sur l'offre de la part des ménages ou plus exactement sur la qualité de la main d'œuvre. Par conséquent, on sera mené à réduire le chômage, d'abord de manière à valoriser des ressources humaines, et puis à promouvoir des investissements productifs et générateurs d'emplois.

Chapitre III. VALORISATION DES RESSOURCES HUMAINES

A fin de résoudre le problème de chômage, il faut d'abord s'investir au niveau du capital humain nécessitant la remise en valeur de l'éducation et formation professionnelle ; la réinsertion des groupes vulnérable de la population ; et la stabilisation de la croissance démographique.

III.1 Le capital humain et formation professionnelle

De nombreux facteurs tels que l'éducation, la formation professionnelle, la santé, la nutrition et l'ampleur de la population participent à la formation du capital humain. C'est pourquoi dans cette section, on se focalisera sur l'analyse de l'éducation et la formation professionnelle, ainsi que l'amélioration de l'état de santé.

III.1.1 Education et formation

L'éducation et la formation participent à la croissance de deux manières. Premièrement, elles augmentent les réserves en capital humain et de la productivité du travail. Deuxièmement, elles améliorent l'ensemble des connaissances scientifique et technologique utilisées à des fins productives. Parmi les objectifs spécifiques de la politique nationale de l'emploi, « *instaurer un système d'éducation et de formation professionnelle adapté et performant* » ainsi que « *Améliorer l'accès à l'éducation et là la formation professionnelle pour les travailleurs du secteur informel et du monde rural en vue d'une meilleure productivité* »²⁶ sont à envisager.

III. 1. 1. 1. Education

L'éducation joue un rôle primordial pour le développement économique d'un pays car c'est la base de la qualification des travailleurs et facilite l'accès au marché du travail, et certainement, elle est la source de la croissance à long terme. Mais elle ne peut à elle seule renforcer la compétence de la main d'œuvre. Etant lié fortement à la croissance,

²⁶ POLITIQUE NATIONALE DE L'EMPLOI, Organisation Internationale du Travail, p15

l'amélioration du système éducatif est une première nécessité presque pour tout les pays du monde

Tableau 8 : Niveau d'éducation des adultes

Niveau d'éducation	2001	2005
Moins que primaire	67.5%	61%
Primaire	21.6%	23%
Secondaire	9.2%	12%
Post secondaire	1.7%	3.3%

Source : Analyse de la banque mondiale des données de l'Enquête prioritaire auprès des ménages 2005

Comme le niveau d'éducation à Madagascar demeure l'un des plus faibles du monde, avec une moyenne d'étude de quatre ans²⁷ au début des années 2000, le gouvernement a ainsi lancé une politique ambitieuse de scolarisation qui a pour objectif d'améliorer le système éducatif à Madagascar en améliorant le niveau de l'éducation de la population.

En outre, les taux élevés d'abandon le long du cursus scolaire, la qualité insuffisante de l'enseignement fondamental, l'inadéquation de l'enseignement post primaire au besoin du marché du travail et les déviations en terme de gouvernance au sein du secteur, sont les contraintes qui nuisent à la qualité de l'enseignement et à l'acquisition de la connaissance dont le gouvernement doit rassurer de surmonter.

Dans le MAP (Plan d'Action de Madagascar), le gouvernement envisage la « transformation de l'éducation »²⁸ dont le but de rendre performant le système éducatif à Madagascar. Ceci se trouve dans l'engagement 3 du MAP et comporte sept défis :

- Assurer l'accès de tous les enfants aux opportunités de développement avant leur véritable scolarisation.
- Créer un système d'éducation fondamentale performant.
- Intensifier le système d'éducation fondamentale de second cycle ou collège.

²⁷ Madagascar : vers un agenda de relance économique, banque mondiale, p275

²⁸ Pan d'Action de Madagascar, 2007-2011.

- Améliorer le système d'enseignement secondaire ou lycée et développer la formation professionnelle.
- Transformer l'enseignement supérieur
- Mettre fin à l'analphabétisme
- Développer les capacités et l'attitude mentale et psychologique des jeunes par les sports et la participation à la vie civique.

Pour chaque défi, il y aurait des projets à réaliser dont le ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (MENRS) qui est responsable.

De son côté la banque mondiale propose des *options pour l'avenir*²⁹ qui consiste à cibler certain nombre d'action qui devrait être mises en œuvre en priorité, puisqu'elles visent à remédier aux défaillances majeures dont souffre le système éducatif malgache, du primaire au supérieur.

➤ Pour une meilleure rétention des élèves :

A fin d'éviter l'accroissement de l'effectif des enfants en âge scolaire déscolarisés (estimés à environ 500.000). Il faut d'abord porter une attention d'une part sur l'éducation exclusive et d'autre part sur l'éducation non formelle. Puis il est nécessaire d'introduire les aides sociales qui permet de réduire la contrainte budgétaire des ménages à travers la dotation des élèves du primaire de kits scolaire, programme d'alimentation scolaire, etc. du point de vu de l'offre, l'accessibilité constitue un critère déterminant de la rétention, il faut continuer à accorder la priorité aux écoles à cycle incomplet et aux fokontany sans école pour la reconstruction scolaire et l'efficacité des enseignants. En fin, l'amélioration de l'accès au premier cycle du secondaire devra contribuer à une meilleure rétention au niveau primaire.

²⁹ Madagascar : vers un agenda de relance économique, banque mondiale, p285

➤ Pour une amélioration de la qualité :

La continuation des actions déjà en cours telles que la dotation en manuels scolaire, la révision du cursus avec l'introduction de méthodes appropriées d'enseignement et d'apprentissage. En outre, le renforcement du système des enseignants devrait être une priorité à tous les niveaux d'éducation, et sur le système d'évaluation des enseignants mériteraient d'être revu car la motivation de l'enseignement se montre déterminant dans la qualité de l'enseignement.

➤ Pour un cursus post fondamental utilisable sur le marché du travail :

Dans la plupart des pays qui ont procédé à une réforme de l'enseignement post fondamental, l'accent est mis sur l'intégration des qualifications professionnelles dans les programmes et les processus d'enseignement et d'apprentissage tout au long des différents cycles d'enseignement.

➤ Pour l'établissement d'une bonne gouvernance du système éducatif malgache :

Cela impliquerait :

- ✓ La poursuite du renforcement de certaines fonctions telles que la gestion des ressources humaines et financière.
- ✓ Le renforcement de la gestion de proximité.
- ✓ L'introduction de la culture de résultats ;
- ✓ L'amélioration de la gestion des réformes.

Plusieurs recommandations existent pour améliorer le niveau d'éducation de la population. Pourtant, rien ne garantit que toute la population ait sa chance d'accès à l'éducation. L'importance de l'intervention de l'Etat est de ramener tous les enfants malgaches à l'école. De plus, il doit assurer le fait qu'une grande partie ne soit pas resté jusqu'au niveau primaire mais de continuer jusqu'à l'étude supérieur à fin de faciliter pour eux l'accès à un emploi convenable

III. 1. 1. 2. Formation professionnelle

La formation professionnelle est un aspect important de l'investissement en capital humain. En effet, si l'éducation générale de base, primaire et secondaire, permet d'acquérir les compétences essentielles nécessaires pour l'exécution des tâches sur le marché du travail, et de faciliter l'apprentissage et la communication dans l'emploi, la formation professionnelle et technique peut être considérée comme un outil pou offrir aux individus des qualifications spécifiques, indispensables pour accéder au marché du travail. La formation technique et professionnelle est dispensée selon plusieurs modalités :

- Formation professionnelle initiale concernant les jeunes sous statut scolaire en plein temps et les apprentis :

Tout d'abord, le système éducatif propose une formation professionnelle dispensée dans les établissements publics, soit au niveau de l'enseignement moyens technique et professionnelle - lycée, centre d'apprentissage, etc.- , soit au niveau de l'enseignement supérieur, qui propose des formations à vocation professionnelle, en particulier du niveau technicien. Ensuite, la formation professionnelle par apprentissage sous forme traditionnelle est aussi importante et doit être encouragée car elle est accessible à de nombreux jeunes, souvent non scolarisés ou déscolarisés.

- Formation professionnelle concernant les jeunes ayant quitté ou terminé leur formation initiale, et les adultes sur le marché du travail :

Elle vise à faciliter leur adaptation à l'évolution des nouvelles techniques et des conditions de travail, maintenir ou améliorer leur qualification professionnelle. Les organismes de formation sont publics ou privés, et le développement des zones franches a accentué ce processus de transmission de la formation professionnelle.

➤ Indicateur de la formation professionnelle

Tableau 9 : Incidence de la formation professionnelle

Statut du travail	Pourcentage des travailleurs ayant suivi la FP
cadre	40,40%
salariés qualifiés	31,60%
ouvriers non qualifiés	8,02%
entrepreneurs du secteur informel	13,50%
agriculteurs	3,10%

Source : EPM 2005

L'incidence de la formation professionnelle varie sensiblement selon le statut du travail, puisque 40,4% et 31,6% respectivement, des cadres et des salariés ont suivi une formation professionnelle dont 20% dans les grandes centres urbaines et 50% dans les autres milieux³⁰, contre seulement 8,02%, 13,5%, et 3,1% respectivement, des ouvriers non qualifiés, des entrepreneurs du secteur informel, et des agriculteurs qui est environ 13% quelque soit le milieu.

Il existe trois types de formations professionnelles principales reconnues dont on montrera dans le tableau suivant.

Tableau 10 : Les types de formation

Types de formation	part
Par apprentissage	50%
Spécialisé dans une école	29%
Formation en entreprise	24%

Source : « Pauvreté, marché du travail et croissance pro-pauvre à Madagascar », BM,2009, p86

³⁰ Pauvreté, marché du travail et croissance pro-pauvre à Madagascar, banque mondiale, 2009, p88

Dans les zones franches, 26,9% des qualifications de la main d'œuvre émanent d'une formation en entreprise et 42,32% dans un centre privé.

Grâce aux opportunités apportées par la formation professionnelle, la main d'œuvre, même à faible niveau d'éducation, peut avoir la chance d'accéder au marché du travail par les apprentissages qu'elle en reçoit. Par contre une éducation de base théorique nécessite toujours une formation pratique pour pouvoir augmenter la chance à l'accessibilité au marché du travail. Il est donc opportun de promouvoir une formation professionnelle pour tous.

➤ Investissement-formation

Toute dépense en formation sera engagée dans la perspective de résultats. En matière de formation professionnelle cela se traduira par une meilleure efficacité interne et surtout externe, en particulier pour la formation continue. Il s'agit, dès lors, de lui assurer une adaptabilité certaine face à la demande. Comme tout investissement, l'investissement - formation exige la mobilisation des moyens, c'est pourquoi le système de formation dépendra du système de financement. Cela se traduira par la facilitation de la prise en main par le secteur privé du Système National de Financement de la Formation Technique et Professionnel (SNFFTP) avec la prise en compte de la capacité contributive des bénéficiaires et des entreprises. Pour les stagiaires, il s'agira essentiellement de leur contribution au coût de la formation même au sein des Etablissements et Centres de Formation Technique et Professionnelle (ECFTP) publics. Pour les entreprises, dans l'esprit d'une utilisation optimale des ressources disponibles et afin d'éviter la tendance au surinvestissement, l'apport humain et matériel sera encouragé. Cela supposera l'implication effective du secteur privé de la conception à la réalisation de la formation. Leur participation au financement de la formation continue sera concrétisée. Elle se fera sous forme d'une cotisation assise sur la masse salariale. Cette cotisation sera gérée par des Associations Régionales Interprofessionnelles pour le Développement de la Formation professionnelle (ARIF), auxquelles sera conféré le statut d'association d'utilité publique. Les mesures d'incitations pour accompagner cette participation financière des entreprises seront recherchées et mises en place, car du point de vue des entreprises, bénéficier des même avantages fiscaux que pour les investissements matériels constituerait une incitation particulière efficace. Dans ce cadre, le rôle de l'Etat est (i) de mettre en place un cadre juridique adéquat et de garantir l'effectivité des mesures

incitations, notamment la déduction d'impôts et (ii) d'assurer la formation des formateurs des ECFTP privés et publics et celle des responsables d'entreprises.

La formation professionnelle s'ajoute à l'éducation pour donner une meilleure qualité de capital humain. C'est donc aussi un meilleur moyen de rendre les travailleurs productifs. Cependant, comme tout autres pays développé, Madagascar n'a aucune politique fournissant la formation professionnelle pour tous malgré son importance. C'est à cause du coût élevé que l'Etat ne peut pas l'assurer.

III.1.2 Santé et nutrition

La nutrition et la santé ont une forte liaison du fait que la malnutrition provoque un mauvais état de santé de la population. C'est ainsi qu'il faut étudier ensemble ces deux compartiments dans la recherche d'une formation du capital humain. En fait, la malnutrition a un impact sur la santé des travailleurs qui les rend ainsi moins productif et ralentis la croissance.

En se référant seulement à l'espérance de vie à Madagascar qui est de 56,3³¹ et 59,4³² ans respectivement l'année 2003/2004 et 2008/2009 contre 52 la moyenne en Afrique subsaharienne, on peut conclure d'un côté que l'état sanitaire de la population malgache s'est amélioré. En fait, le gouvernement a mis en œuvre avec des partenaires au développement, une stratégie sectorielle qui a commencé à produire des résultats. Cette stratégie³³ s'appuie surtout sur deux groupes vulnérables les enfants moins de cinq ans ainsi que les femmes enceintes et celles qui accouchent. En outre, vis-à-vis des pays développés, l'espérance de vie demeure un des plus faibles aux yeux du monde. Ainsi le gouvernement devrait intervenir dont la priorité à court terme dans le secteur santé devrait consister à :

- ✓ Promouvoir de manière agressive, des interventions critiques, en matière de santé de mère et de l'enfant et de renforcer les programmes de nutritions qui ciblent les groupes vulnérables et leur accès à une nutrition adéquate ;
- ✓ Continuer la mise en œuvre des activités de la politique nationale de la santé communautaire ;

³¹ Enquête démographique et de la santé (EDS), 2003/04

³² EDS, 2008/09

³³ Madagascar : vers un agenda de relance économique, banque mondiale, 2010, p309

- ✓ Renforcer l'efficience des dépenses budgétaire ;
- ✓ Maintenir et étendre les indicateurs ayant pour objet d'améliorer la gestion des ressources humaines.

Pour le ministère de la santé, la première priorité devrait être de se focaliser sur les actions qui auront un impact sur la santé de la mère et de l'enfant :

- ✓ L'accès au service de la santé maternelle ;
- ✓ Les interventions de la planification familiale ;
- ✓ Les programmes d'appui communautaire ciblant les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes.

Les programmes de lutte contre la malnutrition c'est l'objectif de la PAM (Programme Alimentaire Mondiale). On approfondira cette étude en visant la sécurité alimentaire dans le chapitre suivant.

III.2 Insertion des groupes vulnérables

On va ici étendre l'analyse sur deux groupes de populations qui sont plus touchés par le chômage notamment les femmes et les jeunes.

III.2.1 Promouvoir l'égalité des hommes et des femmes

En vertu de la responsabilité, familiale et communautaire, incomptant aux femmes, leur chance de participer pleinement à la vie active est réduite. En effet, dans le domaine de l'emploi, elles bénéficient d'opportunités moindres que leur homologue masculin, elles s'engagent insuffisamment dans le marché du travail formel et subissant des piétres conditions de travail et de qualité de l'emploi, manque d'autonomisation, une inégalité salariale à poste égale et un accès restreint aux services.

Les femmes sont plus victimes du phénomène du chômage que les hommes à Madagascar. En effet, on constate que le taux de chômage des femmes dépasse largement de celui des hommes dans toutes les régions. En moyenne le taux de chômage des femmes à Madagascar est de

3,5% alors que celui des hommes est seulement de 2%.³⁴ Et c'est valable presque pour toutes les régions. Les femmes ont plus de difficulté à s'insérer sur le marché du travail. Cela est expliqué par l'inexistence d'une politique d'égalité de chance hommes-femmes sur l'accès dans l'emploi.

Plusieurs facteurs font écarter les femmes du secteur économique notamment « la faiblesse des femmes » et leur « moindre mobilité »³⁵, inhérente avant tout à leurs grossesses.

Danièle Keargoat ajoute que la division sociale et sexuelle du travail n'est pas une simple répartition harmonieuse, au contraire, elle procède d'une injustice telle que dit sa définition : « la division sexuelle du travail a pour caractéristique l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive, ainsi que, simultanément la captation par les hommes des fonctions à forte valeur sociale ajoutées (politique, religieuse, militaire, etc.). cette forme de division sociale a deux principes organisateurs – le principe de séparation (il y a des travaux d'hommes et des travaux de femmes) ; le principe hiérarchique (un travail d'homme vaut plus qu'un travail de femme). »³⁶

Cependant la participation des femmes à l'activité économique a un effet majeur pour le développement d'un pays car cela améliorera le revenu par tête. Selon l'adage cambodgien : « Aider les femmes revient à aider soi-même »³⁷, fait que les femmes sont un des piliers de l'économie et de la société. Promouvoir l'égalité hommes-femmes constitue donc une priorité pour les pays comme Madagascar. C'est aussi l'objectif pour l'humanité reconnu et inscrit dans l'OMD.

III.2.2 Faciliter l'accès des jeunes à l'emploi

Malgré les opportunités apportées par les jeunes dans la croissance – la force et le courage, la facilité d'acquisition et d'adaptation à la nouvelle technologie et la prospection en concentrant l'effort sur la gestion de l'avenir -, leur accès à l'emploi est difficile et presque insurmontable surtout pour ceux qui sont à la recherche de leur premier emploi : cependant, à Madagascar

³⁴ Annexe 4 : taux de chômage selon le genre et la région, p

³⁵ ATTAC, « Quand les femmes se heurtent à la mondialisation », édition mille et une nuit, 2005, p15

³⁶ Danièle Keargoat, « le rapport social du sexe, de la production à la subversion », in Actuel Marx, PUF, 2001, p89.

³⁷ FORUM du commerce international « les femmes et les commerces », 2009, p20.

300.000³⁸ jeunes arrivent chaque année sur le marché de l'emploi alors que l'emploi crée chaque année est seulement de 114 000³⁹

En étudiant les jeunes, on étude la population dans la tranche d'âge de 15 à 24 ans. Le taux de chômage des jeunes est le rapport entre le nombre des jeunes de 15 à 24 ans et le total des actifs de 15 à 24 ans.

Tableau 11 : Taux de chômage des jeunes par provinces et selon le genre.

Provinces	Jeunes	autres	total
Antananarivo	2,2	4,9	3,6
Fianarantsoa	1,2	1,2	1,2
Toamasina	1,3	3,3	2,4
Mahajanga	2,3	0,7	1,4
Toliara	1,5	2,3	1,9
Antsiranana	1,9	2,5	2,2
ensemble	1,7	2,7	2,3

Source : OMEF/EPM 2005

C'est dans la province d'Antananarivo que la proportion des jeunes chômeurs est la plus grande

³⁸ Journal de l'économie du 05 au 11 juillet 2010

³⁹ Ibid

III.3 Stabilisation de la croissance de la population

Le taux de croissance démographique à Madagascar est de 2,8%⁴⁰. Au cours de la période 2010 à 2015, ce taux devrait être diminué à 2,4% et voire chuter à 1,3% vers 2045-2050. La population est estimée à 23,8 ; 29,4 et 43,4 million respectivement en 2015, 2025 et 2050⁴¹ qui est à peu proche de l'estimation selon l'OIT de 28 million en mi-2025 et 41,6 million en mi-2050⁴². Ainsi, la proportion de la population résident dans les villes augmentera plus vite que le taux d'urbanisation. Par conséquent, on peut anticiper une forte croissance de la population active donc de l'offre du travail alors que la demande du travail stagne voire se détériore en conduisant ainsi le déséquilibre sur le marché du travail. Malgré les visions optimistes de la croissance démographique qui stipule qu'elle peut être un stimulant au développement – économie d'échelle, innovation, etc.-, pour notre pays, la croissance rapide de la population est l'un des facteurs d'émergence de la pauvreté des peuples malgaches .Il est donc opportun de stabiliser voire freiner la croissance de la population par la promotion d'une politique démographique. Mais une politique démographique n'existe pas vraiment à Madagascar à fin de gérer le niveau de la population. Cependant dans l'engagement du MAP, une stratégie efficace de planning familial est à mettre en œuvre dont le but de lutter la croissance démographique. Les objectifs y associés sont « *une réduction de taille moyenne des familles Malgache afin d'améliorer le bien être de chaque membre de la population, de la communauté et de la nation* » et « *la satisfaction des besoins en produits contraceptifs et planning familial* »⁴³. Les stratégies suivantes devraient être pratiqués à fin d'atteindre ce but :

- Améliorer l'accès aux services et l'offre de produits contraceptifs.
- Dispenser des programmes éducatifs appropriés aux hommes, femmes et jeunes.
- Diminuer le nombre de grossesse non désirées chez les adolescents
- Intégrer le planning familial dans d'autres campagnes majeures (vaccination, VIH et SIDA...).

⁴⁰ Fiche du donné sur la population mondiale 2008 (population référence bureau)

⁴¹ Pauvreté, marché du travail et croissance pro-pauvre à Madagascar, banque mondiale, 2009, p89

⁴² Fiche du donné sur la population mondiale 2008 (population référence bureau)

⁴³ MAP, 2007-2012, p 077.

Plusieurs projets et activités prioritaires sont à réaliser sous le responsable du Ministre responsable du Planning Familial. On constate aujourd’hui que plusieurs nombres de femmes pratiquent des méthodes contraceptifs.

Chapitre IV. PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS ET GENERATEURS D'EMPLOIS

Pour encourager la demande émanant des entreprises, les autorités malgaches devraient adopter une politique de relance qui vise à stimuler les investissements productifs comme dans le cadre de la théorie keynésienne. A cet égard, améliorer l’environnement des affaires est primordial dont le gouvernement doit agir pour inciter les investisseurs nationaux et étrangers à investir.

IV.1 Développement de toutes catégories d’entreprises locales

Il est opportun pour l’Etat malgache d’agir d’abord sur la stimulation des investissements locaux à fin de mesurer l’efficacité du gouvernement sans intervention de l’extérieur et montrer si l’économie malgache permet à elle seule de subvenir aux besoins de la population.

IV.1.1 Renforcer la résilience et la dynamique du milieu rural

Madagascar dispose d’une potentialité agricole dont il faut savoir exploiter pour nourrir toute la population malgache. Il est à remarquer que le secteur rural est caractérisé par une faible productivité. En fait, c'est à cause de l'ampleur de la population rurale, le faible niveau du capital humain, la précarité de l'infrastructure, etc.

IV. 1. 1. 1. Développement de l’agriculture et stratégie sectorielle

L’agriculture est composée essentiellement des cultures vivrières, des cultures d’exportations ainsi que des cultures industrielles. Le tableau ci après donne pour chaque type de cultures, la proportion de la surface cultivée qu’ils ont couverte, et les types de produits spécifiques pour chaque culture.

Tableau 12 : Diversification des cultures

Types de cultures	Surface cultivée	Types de produits cultivés
Culture vivrières	75%	Riz, des tubercules et des maïs
Cultures d'exportations	17%	Vanille, café, girofle, poivre, cacao
Cultures industrielles	8%	Arachide, sisal, coton, sucre

Source : banque mondiale/pauvreté, marché du travail et croissance pro-pauvre à Madagascar, 2009, p78

Les cultures vivrières occupent plus de surface cultivée du fait qu'elles constituent en partie importante à l'autoconsommation et à la vente locale pour nourrir la population. Pour ce type de cultures, l'amélioration de la gestion de l'eau, des technologies – engrains, technologie à faible intrants externes -, du crédit rural, des infrastructures routières, des capacités de stockage, des moyens de communications, de droit de propriété, et intégration du marché, constituent des puissant leviers pour accroître la productivité.

Les cultures d'exportation occupent seulement 17% de la surface cultivée. Comme l'élasticité de la demande pour ces produits est incertaine, des actions qui visent l'amélioration de la qualité et de la différence des produits sont menées. Ce sont : l'intégration entre les planteurs et les transformateurs, l'accès au crédit, le système des transports et la sécurité, qui auront pour impact d'augmenter le revenu de ces agriculteurs.

Les cultures industrielles occupent la plus faible superficie cultivée qui est de 8%. Les performances économiques et la contribution à l'emploi dépendant du type de culture, du mode de production et de la localisation spatiale. S'agissant du sucre, la faible productivité provient largement de l'implication de l'Etat dans le processus productif, du déclin de l'infrastructure d'irrigation et de la baisse des prix. Dans les zones côtières, la production de canne à sucre se fait soit par de petits exploitants, soit dans de grandes exploitations. La production du coton, notamment dans les régions côtières, en décrue, irriguée ou pluviale, a été une source importante d'emplois. Toutefois, la filière est en crise, compte tenu des difficultés de l'entreprise publique SOTEMA de Mahajanga et de la fin de l'Accord multifibres. Quant à la production du sisal, elle subit la contrainte du déclin de la demande. On notera que les difficultés rencontrées par les cultures industrielles ont un impact sur l'emploi.

IV. 1. 1. 2. Les potentialités des secteurs de l'élevage et de la pêche➤ L'élevage :

C'est une activité prépondérante pour la société malgache, non seulement parce qu'il intéresse près des trois quarts des ménages ruraux – basse-cour et gros-bétail – et contribue à environ 8,7% du PIB soit 34,3% du PIB agricole⁴⁴. De plus, l'élevage est lié à la notion de pouvoir local, notamment le zébu ayant une fonction sociale en représentant une forme d'épargne qui n'est utilisé qu'en cas d'extrême nécessité ou dans les rapports cérémoniels. Par ailleurs, le secteur se heurte à plusieurs contraintes :

- Fréquence des épizooties, coût exorbitant de vétérinaire, et intervention chimiques trop chères.
- Insécurité liée aux vols et aux feux de végétation.
- Inexistence de centre de production de races améliorées.
- Parage trop exigu et concurrence de l'agriculture.
- Insuffisance des infrastructures pour la commercialisation des bovidés, et prix fiable et variable dans les provinces plus pauvres.

➤ La pêche.

A Madagascar, plusieurs systèmes de production structurent le secteur de la pêche, mais qui n'implique pas seulement le milieu rural dont la composition se caractérise comme suit :

Tableau 13 : Structure du secteur pêche

Type de pêche	Part de la production
Pêche industrielle	45%
Pêche artisanale	2%
Pêche traditionnelle	20%
Aquaculture	30%

Source : banque mondiale

⁴⁴ FAO 2005

La pêche industrielle utilisant des bateaux de tonnage important contribue environ 45% de la production. La pêche artisanale à l'aide de petits bateaux motorisés, et la pêche traditionnelle utilisant des embarcations non motorisées ou des pirogues, représentent, respectivement, 2% et 20% de la production. Quant à l'aquaculture, la contribution de cette dernière est de 30%. Bien que ce soit la pêche industrielle qui contribue le plus à la totalité de la production, en termes de promotion de l'emploi, c'est le sous-secteur de la pêche traditionnelle qui joue un rôle le plus important.⁴⁵. En fait, elle concerne environ 40 000 pêcheurs des régions côtières, et procure plus de 60.000 emplois directs et plus de 220.000 emplois indirects dans le pays. Ce pendant, ce secteur est confronté à plusieurs difficultés qui freinent son dynamisme tels que :

- La quasi-absence de réglementation effective induit à une exploitation à outrance qui est source de réduction des rendements ;
- Le manque de moyens appropriés ;
- La surexploitation des ressources halieutique à rendement monétaire élevé.

Vu l'importance de ce secteur en matière d'emplois dont dans la réduction de la pauvreté, il importe de trouver un équilibre entre une modernisation nécessaire des conditions de production et la gestion des stocks, en vue de pérenniser l'activité.⁴⁶

IV. 1. 1. 3. Promotion du secteur informel rural non agricole

On a vu que 3,1% de l'emploi rural est caractérisé par les entreprises non agricoles. De même si le salariat agricole et non agricole représente 18,5%⁴⁷ du revenu subsistance, 7,5% de ce dernier sont issus d'une activité indépendante non agricole essentiellement artisanale et commerciale. Il est d'ailleurs constaté que dans certaines provinces comme celle d'Antananarivo, le revenu extra agricole excède celui de l'agriculture. Dans ce contexte, plusieurs arguments peuvent justifier la promotion du secteur informel non agricole :

- Diversification des revenus en milieu rural est l'expansion d'une stratégie de service visant à réduire les risques et les chocs saisonniers.

⁴⁵ www.banquemondiale.org.mg

⁴⁶ Solution avancée par la banque mondiale à fin d'améliorer le sous-secteur pêche traditionnelle dans la collection : « Pauvreté, marché du travail, et croissance propauvre à Madagascar, BM, 2009 »

⁴⁷ « Pauvreté, marché du travail, et croissance propauvre à Madagascar », BM, Ed.2009 , p88

- La dynamique de l'agriculture est en partie, liée aux capacités et la densité de l'informel rural non agricole.

A fin d'améliorer ces différents types d'activités, plusieurs pistes devraient être explorées :

- Le développement des unités de transformation de l'élevage, de la pêche et de l'agriculture, à différencier selon les zones, pourront favoriser la croissance économique et l'emploi, notamment des femmes.
- L'essor de la petite industrie mécanique, pouvant appuyer le dynamisme de l'agriculture, est à examiner.

Les synergies avec le développement du tourisme – aires protégées et écotourisme – et, plus généralement, l'exploitation des ressources de la biodiversité sont à explorer – produits des forêts non bois, plantes médicinales, faunes et flores sauvage, plantation de foresterie en vue du stockage e de la séquestration du carbone. En fait cette question implique d'imaginer des politiques qui accentuent les synergies entre la création d'emploi e la promotion du développement humain durable.

- La promotion d'exploitation minière artisanale des pierres précieuses, et du projet d'insertion pour les jeunes dans le domaine agro-sylvo-pastoral.

En outre, le désenclavement des communes rurales et la question d'accès à la terre et de la sécurisation foncière, devraient être des priorités actions pour l'Etat à fin de développer ces activités.

IV.1.2 Dynamisation des secteurs générateurs d'emploi dans le cadre du PNSE

Soutenir la dynamisation et le développement des secteurs et systèmes productifs et générateurs d'emploi figure dans le deuxième axe stratégique du PNSE. Cet axe consiste à augmenter, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, les offres et les opportunités d'emplois décents ; c'est la raison pour laquelle le PNSE entrevoit l'atteinte des trois principaux objectifs suivant :

- Intégrer l'emploi dans les mécanismes macro-économique et sectoriels de programmation et de suivi et évaluation

- Augmenter les flux financiers pour promouvoir l'emploi indépendant
- Augmenter la productivité des entreprises

IV. 1. 2. 1. Intégration de l'emploi dans les mécanismes macro-économique et sectoriel de programme et de suivi évaluation

- Le critère de création d'emploi est priorisé dans les programmes d'investissements publics et les projets de développement

Présentons dans le tableau suivant taux d'augmentation du de l'investissement publics 2006

Tableau 14 : Programme d'investissement public

Secteurs d'investissement public	Pourcentage
Secteur des infrastructures	42%
Secteurs sociaux	29%
Secteurs productifs	16%

Source : Etude préliminaire sur l'intégration de l'emploi dans le processus de programmation des investissements publics. MM.Ratolojanahary Mamy et Raberinja. BIT. Août 2006

L'investissement public a connu une augmentation en moyenne de 43%⁴⁸ suivi des secteurs sociaux pour 29% et des secteurs productifs pour 16%. Vu la précarité des infrastructures, l'investissement en ce secteur est important d'où il forme la locomotive des investissements publics.

Le PNSE contribue à jouer un rôle catalyseur, à travers un plan d'action interministériel et intersectoriel impulsé par le CNSPERP : «Cerner systématiquement la quantité et la qualité des emplois publics générés au niveau des départements sectoriels et au niveau des programmes de développement ».

- Les capacités des principaux acteurs sont renforcées en matière de méthodologie et de convergence programmatique.

⁴⁸ Source : Etude préliminaire sur l'intégration de l'emploi dans le processus de programmation des investissements publics. MM.Ratolojanahary Mamy et Raberinja. BIT. Août 2006

Dans ce cadre, les activités du PNSE permettent de valoriser la convergence pragmatique et la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation tournées vers les atteintes de résultats fondés sur l'emploi.

IV. 1. 2. 2. Augmentation des flux financiers pour promouvoir l'emploi indépendant et la micro et petite entreprise

Le financement de l'économie est le pivot de la chaîne de la production de l'emploi car il articule le développement des investissements productifs avec la création d'emploi. Le PNSE contribue au développement des stratégies pour une augmentation substantielle des flux financiers dans l'objectif de promouvoir l'emploi indépendant et les micro et petites entreprises ; cependant il est jugé fondamental de poursuivre une amélioration de l'environnement financier pour pouvoir élargir les ressources de financement au plus grand nombre. C'est dans ce cadre que le PNSE apporte son appui pour :

- Une étude sur les possibilités de réformes des systèmes de refinancement de la Banque Centrale de Madagascar (BCM) ouvert aux institutions de microfinance (IMF)
- La mise en place des mécanismes de fonds de garanties et de crédit viable et pérennes pour promouvoir l'emploi indépendant
- Le renforcement des capacités des IMF intervenant dans le financement des projets porteur d'emplois.

En réalité, le financement de l'économie reste fragmenté et les ressources allouées aux micro et petites entreprises sont marginales pour Madagascar. Par conséquent, le PNSE devait poser des jalons des solutions adaptées et durables.

- L'accès aux ressources productives est facilité pour les groupes vulnérables

On entend ici par groupes vulnérables les micros et petites entreprises non solvables ou à haut risque c'est-à-dire ne possédant pas les critères attendus par les institutions financières d'être capables de payer à terme ses dettes. Si le rapprochement de l'offre et de la demande de crédit est laissé sur la base des seuls mécanismes du marché, les pauvres n'auraient pas du tout la possibilité d'accès aux ressources productives. En fait, ce qui est certain c'est qu'ils n'ont ni la capacité technique pour monter leur propre business plan ni les moyens pour louer les

services des bureaux et des structures d'appui. Cela constitue l'une des principales contraintes pour les pauvres de développer et potentialiser leur idée de développement.

A fin de permettre la facilité d'accès aux ressources productives pour les groupes vulnérables, le PNSE intègre des stratégies novatrices tendant à résoudre la faiblesse du taux de pénétration de la microfinance et l'adéquation des ressources finançant les activités auto-emploi. L'étude permet ainsi d'analyser toutes les possibilités offertes pour la mise en place d'un mécanisme allégé en matière de transformation financière acceptable par rapport aux principes directeurs de gestion des risques et de transparence des comptes. L'étude d'opportunité et de faisabilité doit également concerner :

- Les cadres réglementaires régissant les activités bancaires et microfinancières dans le pays - en renforcement des nouvelles dispositions légales⁴⁹ sur la microfinance
- L'accessibilité des IMF aux ressources de fonds de garantie interbancaire existant depuis 2003 dont l'Etat est actionnaire à quasi-égalité avec le secteur privé bancaire
- Les perspectives de mobilisation de l'épargne populaire pour la diversification des produits financiers.

IV. 1. 2. 3. L'amélioration de la productivité des entreprises et des ruraux

Le caractère essentiellement rural de l'économie malgache et l'urbanisation grandissante de la pauvreté exigent des actions ciblées engendrant la création d'emplois urbains et ruraux par le secteur privé. Le PNSE oriente ses actions dans le raffermissement de la productivité des entreprises pour que celles-ci puissent s'attacher à la valorisation du capital humain. Pour cela, le secteur rural, l'approche HIMO, les micros et petites entreprises et l'artisanat constituent les principaux systèmes productifs pour lesquels le PNSE apportera ses appuis dans le cadre de la promotion de l'emploi.

- La qualité des productions et des produits des paysans est améliorée :

Malgré les défaillances qui caractérisent le milieu rural à Madagascar, un cheminement du développement fondé sur l'exploitation de l'avantage comparatif dans le milieu rural est

⁴⁹ Loi n°2005-016 du 29/09/05 relative à l'activité et au contrôle des institutions de microfinance

suggéré dans le PNSE. Ce qui signifie qu'une croissance intensive en travail, en tant que facteur de réduction de la pauvreté ne peut émaner que d'un développement rural.

La dynamisation de l'économie rurale est orientée par le PNSE. Ce dernier doit miser d'une part, sur l'amélioration de la productivité des paysans dans la perspective de renforcer la résilience et la dynamique du milieu rural, et d'autre part sur la création d'activités artisanales de production en non agricole. L'action du PNSE est d'intervenir au niveau des R2E⁵⁰ pour identifier les besoins des communes et des structures productives de base susceptible de bénéficier de son appui dans le cadre du programme de renforcement de capacité « Qualité-Productivité-Marché ».

- La productivité des PME et bureaux en BTP est améliorée grâce aux techniques HIMO :

La précarité des infrastructures surtout les pistes routier réduit la productivité de l'agriculture et plus généralement le niveau de vie de la population. De plus l'isolement et l'enclavement engendrent une incidence sur la pauvreté. Les défis auxquels s'attache le gouvernement visent ainsi à l'extension et l'amélioration de la qualité du réseau routier, des infrastructures de voirie en vue de désenclaver les zones rurales. L'objectif qui été fixé dans le MAP est d'aménager et entretenir des 24 000⁵¹ km environ de route et pistes rurales et rizicoles.

L'approche HIMO joue un rôle important en matière de développement car le pays doit promouvoir un nombre important de petites et moyennes entreprises (PME) et d bureaux d'études qui exécuteront les travaux dont une partie se réalisera en approche HIMO. Ce dernier permet ainsi la promotion de l'emploi et la réduction de la pauvreté rurale.

Face aux diverses contraintes qui affectent la productivité des PME et bureaux d'étude en BTP, le PNSE est chargé d'apporter ses appuis pour étudier la mise en place des mécanismes régionaux de formation aux technique HIMO (dont 1000 PME et bureaux d'études seront formés au techniques HIMO).

⁵⁰ R2E : Région d'Emergence de l'Emploi

⁵¹ MAP, 2007 à 2012

➤ L'accès des porteurs d'idées de projet aux services des structures d'appui et de conseil est facilité :

Afin de rationaliser et de favoriser l'accès des groupes vulnérables au financement de leurs projets de création, le PNSE procède à la mise en place des mécanismes d'appui en faveur des porteurs de projet.

Le priorité du gouvernement et le rôle du PNSE ici c'est de renforcer les initiatives de création et de développement du secteur des micro et petites entreprises par :

- Encadrement et accompagnement des porteurs de projets en vue de renforcer leurs capacités tant sur l'incubation des idées de projet que sur le montage des business plans.
- La promotion des structures d'appui locales (organisation faîtières chambre consulaires, consultants indépendants, etc.) pour rendre efficace les appuis et conseil en faveur des porteurs de projet.
- Montés et suivis des huit milles (8 000) dossiers de projets pour les associations et organisation productrices et cent milles (100 000) dossiers de projets pour les promoteurs individuels avec l'aide des structures d'appui partenaires.

➤ La productivité des artisans est améliorée grâce au renforcement de leurs capacités :

L'artisanat est l'un des activités en secteur formel non agricole que les paysans tirent leurs revenus mais vu la faible productivité des activités, les revenus générés n'affectent nullement sur l'amélioration de leur bien-être.

Le choix de la contribution apportée par le PNSE dans l'appui au secteur artisanal repose sur la reconnaissance par le gouvernement du secteur artisanal comme acteur majeur de la relance du secteur privé, pour les raisons suivantes⁵²:

- La promotion du secteur artisanal repose sur la nécessité de diversification des revenus en milieu rural visant à réduire les risques et les chocs saisonniers.

⁵² PNSE, BM, 2006, p39

- La dynamique de l'agriculture est, en partie liée aux capacités et à la densité du développement du secteur artisanal car les agriculteurs ont besoin d'un réseau de charpentiers, réparateur, de mécaniciens, de forgerons et d'autres types d'artisans implantés à proximité dans le lieu de production.
- L'artisanat valorise l'approche genre car, en 2005, les 2/3 des activités économiques non agricoles sont développées par des femmes⁵³.
- La lutte contre la pauvreté en milieu rural est à la fois une exigence en terme d'équité et un moyen de freiner l'urbanisation de la pauvreté. Le relèvement du niveau de vie en milieu rural contribue à accroître la demande aux entreprises du secteur urbain et à réduire la pression migratoire.

IV.2 Promotion des investissements directs étrangers (IDE)

Promouvoir les IDE c'est à des fins d'absorber les surplus de main d'œuvre non occupé et exclus des entreprises locales. A Madagascar, les IDE ciblent surtout les secteurs prometteurs notamment, le tourisme, le textile, la filière crevettière, et le secteur minier.

IV.2.1 Secteurs générateurs d'emplois en termes d'IDE

Le développement des échanges commerciaux internationaux avec l'intégration de Madagascar dans les zones de libre échange (COI, COMESA, SADC, AGOA) ouvre des perspectives d'investissements générateurs d'emploi dans les secteurs de compétitivité comme le tourisme, l'industrie tournée vers l'exportation (textile et habillement), les ressources halieutique, le secteur agricole et les mines. Il est donc indispensable de donner une meilleure visibilité aux objectifs et résultats de création d'emploi.

IV. 2. 1. 1. Secteur tourisme

Avant la crise politique à Madagascar (et la crise financière mondiale), la performance de la filière tourisme ainsi que les perspectives de la croissance se montraient prometteuse. En effet, quelques investisseurs internationaux comme le groupe Accor et Constance avaient

⁵³ INSTAT/EPM 2005

commencé à investir dans ce secteur dû au fait que Madagascar possède un énorme potentiel touristique en termes d'atout naturel et culturel. Par conséquent, les arrivées des visiteurs ont augmenté d'environ 11% par an au cours dans les dix dernières années et le nombre total de chambre d'hôtel s'est accrue d'environ 8% par an entre 2002 et 2008.⁵⁴. Le nombre total des chambres était de 15126⁵⁵ le début de l'année 2009. Toutefois, comparativement à d'autres destinations touristiques régionales, Madagascar n'a reçu qu'une modeste proportion des arrivées des visiteurs comme on le voit dans le tableau ci-dessous.

Tableau 155 : Arrivée des touristes 2007-2008, Madagascar et ses concurrents.

Pays	Superficie (km ²)	Année 2007	Année 2008
Madagascar	587.000	344.000	375.000
Seychelles	410	161.000	159.000
La Réunion	2511	381.000	396.000
Tanzanie	940.00	692.000	750.000
Zambie	752.616	897.000	812.000
Maurice	2.040	907.000	930.000
Maroc	710.000	7.408.000	7.879.000
Afrique du Sud	1.212.000	9.091.000	9.592.000

Source : OMT, 2009

En 2009, l'arrivée de touristes à Madagascar a baissé de 31%⁵⁶ ainsi que des annulations des réservations sont constaté à cause de la récession économique mondiale aggravée par la crise politique. En fait, les touristes préoccupent à la violence et à la sécurité. Par conséquent, pendant cette année, le chiffre d'affaire sur ce secteur a baissé de 50%⁵⁷, ce qui a mené pour conséquence des licenciements massifs d'employés et la fermeture de certains hôtels. En outre, vu la persévérence de l'instabilité politique, les perspectives de redressements 2010 ne poursuit guère prometteuse. Au-delà de l'incertitude créée par la crise politique en cœur, ce secteur souffre d'un certain nombre d'obstacles structurels qui sont :

⁵⁴ Madagascar : vers un agenda de relance économique, banque mondiale, 2010, p197

⁵⁵ Ministère du tourisme

⁵⁶ Chiffre fourni par l'aviation civile de Madagascar/Aéroport d Madagascar

⁵⁷ Madagascar : vers un agenda de relance économique, banque mondiale, 2010, p197

Accès aériens limité et manque de connectivité. A cause de l'accès aérien limité et de la faible concurrence en service de transport aérien, Madagascar reste une destination coûteuse pour les touristes.

L'accès au foncier s'avère difficile et aléatoire. La manque de clarté sur les procédures d'allocation de terrains (malgré l'existence d'un programme national de réforme foncier-PNF) et des contraintes – l'absence de clarté sur le droit de propriété, les spéculations sur les prix et les pratiques de corruption -, ont pour effet que les investisseurs internationaux font face à d'énormes difficultés pour accéder au foncier à des fins d'investissements touristiques.

Des coûts d'investissement élevés générés par des contraintes liées aux infrastructures c'est-à-dire le faible accès et la manque d'infrastructure à Madagascar accroissent les coûts d'investissement.

Manque de clarté sur les procédures d'enregistrement et d'octroi des licences : les procédures administratives se révèlent complexe et impliquent un grand nombre d'autorités tant au niveau national que régional, s'avèrent confus et souvent redondant (se trouvent concernés au moins, le ministre du tourisme, le ministre des domaines, le ministre des finances, et les bureaux de la régulation et des municipalités).

Droits et impôts élevés : les investisseurs touristiques sont assujettis à une gamme de droit et d'impôts qui accroissent leurs coûts de fonctionnement déjà élevés en raison des déficiences en matière d'infrastructures.

Manque de visibilité sur le marché mondial. Les plans de promotion du tourisme et le marketing ne sont pas cohérents.

Pour mieux développer le secteur tourisme, on devrait entreprendre des actions d'après le volet8 du PNSP II (programme national d'appui sur le secteur privé)⁵⁸ pour :

- Le renforcement des avantages compétitifs durables.
- Le développement du partenariat dans le secteur.
- Le développement d'un environnement sain et incitatif.

⁵⁸ Programme National d'appui du Secteur Privé, MICDSP, 2005

- La promotion du secteur privé local et le développement du tourisme national.

IV. 2. 1. 2. Le secteur textile et habillement

L'avenir du secteur du textile et de l'habillement est marqué par l'incertitude. Entre 2000 et 2008, à l'exception de 2002, ce secteur s'est considérablement développé et a contribué tant aux exportations qu'à l'emploi grâce au régime de Zone Franche et à l'accès préférentiel accordé par l'Union Européenne et les Etats Unis à leurs marchés. En 2008, 108 entreprises de textile et d'habillement opéraient dans Zones Franches (EPZ) de Madagascar créant 107.530 emplois, pour la plupart à Antananarivo et Antsirabe.⁵⁹ A cause de la crise financière mondiale et la crise politique, le secteur textile est sérieusement touché qui conduit au licenciement de 8.095 travailleurs vers la fin 2009 et la fermeture de 28 entreprises.⁶⁰ En outre, la perte de l'accès préférentiel à l'AGOA en 2010 risque de plonger davantage l'industrie dans une crise profonde.

Même avant la crise politique, la compétitivité du secteur s'est déjà érodée, comme le reflète le nombre relativement faible de nouveaux investisseurs et le ralentissement de la croissance des exportations depuis 2006. La perte de vitesse du secteur est aggravée par un ensemble d'obstacles structurels exposés ci après :

➤ Coût élevé de la logistique et des transports. Dans la mesure où la production de ce secteur se dirige presque exclusivement vers les marchés internationaux, et que la plupart des entreprises sont localisées dans la zone Antananarivo-Antsirabe, ce qui accroît le coût du transport vers le port principal de Toamasina, les coûts logistiques jouent un rôle significatif. Madagascar se classe 88^{ème} sur 155 pays en termes de performance logistique⁶¹ en raison du mauvais état des routes, du refus de la compétition dans le transport terrestre, ainsi que des procédures inefficaces de dédouanement, et des pratiques de corruption.

➤ Régime des entreprises franches incertaines :

➤ Electricité non fiable et coûteux : les récentes enquêtes ICA ont montré que les entreprises textiles subissent des pertes élevées à cause des coupures de courant par rapport à

⁵⁹ Plan de Relance de l'Economie, GEM – Fivmpama, Juin 2009

⁶⁰ Madagascar : vers un agenda de relance économique, banque mondiale, 2010, p200

⁶¹ Indice de Performance de Logistique, banque mondiale, 2010

d'autres pays. De plus, l'obtention d'un branchement électrique prend presque trois fois plus longtemps à Madagascar que la moyenne en Afrique Subsaharienne.

➤ Compétence et productivité de la main d'œuvre : la faiblesse de productivité de main d'œuvre à cause de la manque de qualification de base et d'appui en formation professionnelle nuit sa compétitivité même si Madagascar est caractérisé par une main d'œuvre abondante et à bon marché.

➤ Fluctuation des prix et des devises : la volatilité des prix de carburant et du taux de change nuit à la compétitivité des exportations vis-à-vis des concurrents tels que le Bangladesh et le Viêtnam.

IV. 2. 1. 3. Secteurs crevettière

On se focalisera ici dans la filière crevette qui a compté pour une partie importante des exportations malgaches, mais elle a perdu une grande partie de sa compétitivité au cours des dernières années. Ce secteur employait environ 9.000 travailleurs⁶².

Au cours de la dernière décennie, le gouvernement a lancé la réforme du cadre réglementaire et ainsi améliorée la gestion du secteur. En parallèle, la filière a élaboré un modèle unique d'aquaculture crevettière ciblant les marchés hauts de gamme, en appliquant les meilleures pratiques internationales. Ceci est d'assurer une production de produits de qualité élevée et de respecter l'environnement, et qui sont conformes aux exigences du marché de l'Europe du Sud et du Japon. Le volume de la production avait ainsi augmenté et atteint un niveau record de 8000 tonnes employées par le secteur avait doublé à entre 2001 et 2007, atteignant 6000.⁶³

Cependant, la filière crevettière et celle de l'aquaculture sont soumises à deux contraintes majeures – la concurrence sur le marché mondial et les facteurs structurels qui ont empêché la filière locale de s'adapter à un marché plus concurrentiel. Ces facteurs structurels sont notamment liés au :

⁶² Madagascar : *vers un agenda de relance économique* – améliorer l'environnement des affaires en rassurant les investissements privés, Ganesh Rasagam, Josiane et Tugba Gurcanlar, BM, 2010, p201

⁶³ Madagascar : *vers un agenda de relance économique* – améliorer l'environnement des affaires en rassurant les investissements privés, Ganesh Rasagam, Josiane et Tugba Gurcanlar, BM, 2010, p202

- Coût élevé de l'énergie, aggravé par la difficulté à se connecter au réseau principal de JIRAMA.
- Coûts élevés de transport du fait que les producteurs ne peuvent pas exporter leurs produits directement vers les marchés visés mais doivent passer par l'île Maurice.
- La volatilité des prix et du taux de change nuit à la compétitivité des entreprises et augmente le risque de change.

Il faudrait miser ainsi sur ce secteur pêche car c'est un prometteur d'emplois. Le dépassement à ces contraintes citées en haut paraît ainsi nécessaire.

IV. 2. 1. 4. Le secteur minier

Le secteur minier est un secteur porteur aussi en termes d'emploi qu'en termes de croissance. Madagascar est classé dans ce sujet un des premiers producteurs de ressources minières dont il faut exploiter. Son exploitation c'est dans le but de mobiliser les richesses du pays et faire en sorte que la population malgache en retire chacun sa part. Plusieurs avantages économiques peuvent être générés par l'exploitation des ressources minières mais nous ne retiendrons que la création d'emplois. Deux projets miniers sont aujourd'hui en phase d'exploitation telle que le QMM (Quit Madagascar Minerals) et l'ALBI (Ambatovy Local Business Initiative). Ce dernier est considéré comme un projet d'envergure internationale de longue durée et de grand volume de production dont la principale mission est d'identifier les opportunités d'emplois dans différents secteurs et de les proposer.

On représentera ci-dessous les caractéristiques du projet Ambatovy⁶⁴.

- Investissement : \$ 4,5 milliards
- Capacité de production : 60.000t/an de nickel, 5.600t/an de cobalt et 190.000t/an de sulfate d'ammonium
- Démarrage de la production à la fin de l'année 2010, pleine capacité en 2013 et durée de vie de 27 ans minimum
- Emplois en phase de construction : 11.000+directs

⁶⁴ Source : journal de l'économie, du 19 au 25 juillet 2010, p2.

- Emplois à pourvoir pour la phase de production : 1.656 directs, 5.662 indirects et 3.652 induits

Les ressources minérales font parti des richesses de la nation donc toute la population malgache devait en tirer profit de son exploitation. D'ailleurs, ce qu'on constate c'est que sont les étrangers qui épuisent en grande partie notre ressource à leur propre bénéfice, même si le projet d'exploitation génère des milliers d'emplois.

IV.2.2 Améliorer l'environnement des affaires

A fin de favoriser la création d'entreprises, l'amélioration de l'environnement des affaires est recommandée et nécessaire en rassurant les investisseurs privés. On a vu la qualité moindre du climat des affaires à Madagascar. L'accent est mis sur les contraintes règlementaires et institutionnelles de l'environnement des affaires, les infrastructures, l'accès au foncier et au financement, l'instabilité macroéconomique et la gouvernance.

IV. 2. 2. 1. Stratégie du PNSP⁶⁵(Politique Nationale d'appui au Secteur Privé)

Cette amélioration de l'environnement des affaires figure parmi les principaux éléments pour la politique nationale d'appui au secteur privé PNSP II. Elle s'expose comme suit dans l'axe n° 1 : Amélioration de l'environnement de l'investissement

Volet 1 : Reforme du Système fiscal et douanier pour un environnement propice aux investissements et au développement de l'entreprise :

- Mise en place d'un système fiscal simple exploitable par les contribuables.
- Mise en place d'un système fiscal équitable et incitatif conforme aux objectifs de développement économique et adapté au contexte de la régionalisation et de la mondialisation
- Renforcement de la capacité institutionnelle pour une amélioration du recouvrement

⁶⁵ Politique Nationale d'appui au Secteur Privé, MIC et développement du secteur privé, 2005

Volet 2 : Sécurisation et amélioration du cadre juridique et judiciaire :

- Reforme juridique dont la finalité est la mise en place d'un cadre juridique clair et incitatif.
- Reforme judiciaire dont la finalité est la mise en place d'un cadre judiciaire transparent et impartial.
- Recherche d'opérationnalité du cadre institutionnel.

Volet 3 : Exploitation des avantages de l'intégration régionale :

- Mise en place de structure et d'un système d'information pour une intégration avantageuse dans les sous ensembles régionaux.
- Mise en place d'une structure pour une meilleure maîtrise des relations internationales par les opérateurs.
- Mise en place d'une structure pour le développement des exportations dans les secteurs porteurs.

Volet 4 : Amélioration des infrastructures pour servir le développement économique

- Développement d'un programme routier pour une meilleure circulation des produits et marchandises.
- Mise en place d'un plan d'économie pour des sources d'énergie disponibles et meilleur marché.
- Mise en place d'un réseau de télécommunication pour le développement des TIC

Actions prioritaires pour améliorer l'environnement des affaires

La mise en place de l'Economic Development Board of Madagascar est dans le but d'impulser les stratégies développement du secteur privé et des dynamiques d'amélioration de l'environnement des affaires.

Les contraintes restent nombreuses dans le climat d'investissement de Madagascar, et leur impact négatif s'est certainement intensifié dans l'environnement économique et politique incertain et volatile actuel. Si un nombre croissant d'investisseur avaient manifesté leur intérêt dans le passé, ils sont maintenant réticents à investir, ou s'ils sont déjà sur place ils préfèrent

retarder leurs projets ou même les stopper. Cette perte de confiance s'illustre par la baisse prononcée des projets approuvés par l'EDBM en 2009, après la hausse qui avait été observée entre 2005 et 2008.

Tableau 16 : Indicateurs d'enregistrement de sociétés, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009
Création de sociétés	882	1 115	1 171	1 338	668
visas	Investisseurs	118	869	914	1 285
	Travailleurs	332	1 161	1 649	3 190
Permis de travail	1 937	2 373	3 428	4 893	3 904
Autorisation d'ouverture d'hôtel	201	143	272	212	137

Source : EDBM, 2010

Dans ces circonstances, il apparaît plus que jamais important que le gouvernement montre sa volonté et sa détermination pour accélérer le rythme des réformes ayant pour objectif d'améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité de l'économie. A cette fins, trois actions sont proposées qui visent à envoyer des signaux positifs et immédiats à la communauté des affaires, à la fois à Madagascar et à l'étranger.

IV. 2. 2. 2. Appui politique sans équivoque au programme de réforme de l'environnement des affaires

Dans ce cas, les autorités ont besoin de démontrer leur volonté de lever les obstacles dans le climat d'investissement. Il est ici nécessaire d'améliorer le classement du pays dans la publication Doing Business. En fait Madagascar est classé en 134ème parmi les 183 pays sur la qualité du climat des affaires. Ce classement est maintenant connu mondialement et largement utilisée par les gouvernements, chercheurs et investisseurs dans le monde. Lorsqu'un pays améliore son classement, il fait l'objet de nombreux rapports par les médias.

Au-delà de cette visibilité, l'amélioration des indicateurs de Doing Business traduit un effort concret pour rationaliser les procédures administratives auxquelles font face les entreprises nouvelles et existantes dans le pays. Une série de réformes avait été lancé par l'EDBM pour

améliorer les indicateurs (qualité du climat des affaires, performance en logistique commerciale, qualité des connaissances, qualité de compétitivité, etc.) ainsi que d'alléger le système de licences d'affaires, en collaboration avec les divers ministères et en consultation avec le secteur privé.

- ✓ L'EDBM requiert un appui politique fort pour mettre en œuvre efficacement un programme de réforme de l'environnement des affaires. Dans le court terme, le gouvernement devrait se concentrer sur certains gains rapides, dont :
 - ✓ la réduction du temps pour émettre les visas et les permis de travail ;
 - ✓ le dépôt de l'EDBM des formulaires d'enregistrement pour la CNAPS et l'Organisation Sanitaire des Travailleurs Inter-Entreprises (OSTIE) ;
 - ✓ l'amélioration des procédures pour obtenir les permis de construire et
 - ✓ la réactivation des guichets unique de création d'entreprises dans les grandes villes, y compris les pôles de croissance.

IV. 2. 2. 3. Garantir une stabilité réglementaire, notamment pour les industries d'exportation

L'environnement légal et réglementaire des affaires souffre de plusieurs carences, mais la principale source d'incertitude et de frustration se trouve dans le manque de mise en œuvre et de cohérence. Le gouvernement devrait donc procéder à ce qui suit :

- ✓ Confirmer les engagements existants. Les licences, permis et autorisation qui ont été émis aux divers investisseurs dans le cadre de l'administration précédente devraient rester valide tant qu'ils respectent leurs obligations légales préexistantes.
- ✓ Renforcer la capacité de mise en œuvre de la législation. La capacité technique, institutionnelle et organisationnelle de mettre en œuvre les lois est très faible à la fois au sein des Ministères sectoriels qu'au Ministère de la Justice.
- ✓ Créer un système alternatif de résolution de différents commerciaux. Celui-ci doit être impartial et efficace pour bénéficier de la confiance du secteur privé.

Le cadre législatif doit être complété et mis en vigueur par l'adoption urgente de décrets d'application dans plusieurs secteurs prioritaires de l'économie malgache. Un certain nombre de nouvelles lois ont été adoptées mais elles existent principalement sur le papier car leurs

décrets d'application ne sont pas adoptés. La loi les investissements devrait être aussi révisée et intégrer le principe d'égalité entre les investisseurs étrangers et les investisseurs locaux.

Avec l'objectif de rassurer les entreprises du secteur textile, déjà soumises à de nombreux aléas, on pourrait proposer de surseoir à la promulgation de la Loi sur les exportations.

Au-delà des mesures ci-dessus, le gouvernement devrait minimiser ses ingérences en matière de gestion de prix et de concurrence et, le cas échéant, celles-ci devraient être en cohérence avec les règlementations existantes.

La réduction des conflits d'intérêts entre les secteurs public et privé devrait s'inscrire dans une mise en œuvre de la loi sur la concurrence et dans la volonté de reprendre le processus de privatisation, qui reste inachevé.

IV. 2. 2. 4. Facilitation et promotion des investissements.

L'EDBM pourrait continuer à mener la réforme du climat d'investissement, mais la crise politique a mené comme résultat la suspension, d'une partie, de ses activités et une perte d'élan dans le programme de réforme. Une agence de promotion des investissements constitue un instrument utile pour améliorer l'environnement des affaires et encourager l'investissement dans le pays.

A fin de renforcer le rôle de l'EDBM, il est d'abord recommandé de faire un état des lieux où le gouvernement devrait :

- ✓ Initialiser la revue à mi-parcours indépendante de l'EDBM qui a été perturbée par la crise, et mettre à jour son plan d'actions
- ✓ Constituer un nouveau conseil d'administration comprenant des représentants du secteur privé reconnu par leurs pairs.
- ✓ Repositionner l'EDBM dans le sphère économique et politique, et
- ✓ Nommer un Directeur Général et pourvoir les autres postes stratégiques au sein de cette institution par des appels d'offres concurrentiels et transparents.

Ensuite, après ce bilan, il conviendra de remédier à des dysfonctionnements qui ont nuit à la performance initiale de cette agence.

Bien qu'on ait montré que dans ce chapitre que l'IDE résout au problème de chômage en générant un grand nombre d'emploi, l'objectif de développement n'est jamais atteint. En effet, la rémunération par les activités en IDE est très faible. De plus, l'IDE ne contribue pas à l'amélioration du revenu national à cause du rapatriement des profits. C'est vrai qu'il n'y a pas de développement sans croissance, mais même si la croissance économique est élevé (comme entre 2002 et 2008, le taux de croissance n'était jamais inférieur à 4%) sans maximisation du revenu, il n'y aura pas amélioration du bien être, ce qui est l'objectif ultime de l'économie.

IV.3 Nécessité d'une intervention intensive de la part de l'Etat

Plusieurs recommandations sont été avancées par les bailleurs de fonds pour résoudre le chômage, mais en réalité, la pauvreté s'est engrainée et le chômage est aggravé au fur et à mesure que la personne qui détient le pouvoir mêle les actions soutenues par la banque mondiale ou l'FMI. Même si plusieurs emplois sont créés par les actions conseillées par la banque mondiale dans une année, plusieurs chômeurs viennent dans un côté de se remonter sur le marché du travail. Face à cela, il y a un autre problème à résoudre pour pouvoir éradiquer le chômage à Madagascar. Il nous faut vraiment une valorisation des ressources humaines et la promotion des investissements productifs pour réaliser l'objectif de réalisation de plein emploi, en autre, il est plus important de trouver le chemin vers l'accomplissement de ces propos. Pour cela, c'est légitime que Madagascar ait le droit au développement en prétendant la reconnaissance de la réalité en face et en ayant la capacité d'agir pour surmonter tous maux qui surviennent.

IV.3.1 Le développement de Madagascar a besoin des acteurs conscients, dynamiques, et mobilisés

Il nous faut primordialement, l'existence des acteurs tels que les économistes et décideurs politiques conscients de la réalité existante qui est la domination des pays développés dans l'administration de notre économie. Ils devraient être aussi conscient de son devoir « un Etat est un service du peuple non un pouvoir sur le peuple », et va donc répondre à ses besoins. Ensuite, il est nécessaire que l'Etat doive exercer sa souveraineté en s'écartant de la domination d'autres. Et enfin, il faut un Etat ambitieux, disposant une vision qui pourra sortir

le pays du sous-développement en mobilisant toutes les ressources présentes en disposant des principes solides et des perspectives d'avenir.

IV.3.2 Démarches prioritaires que l'Etat doit entreprendre

Rappelons que l'Etat et tout les décideurs politique doivent rendre compte de la réalité à fin qu'ils interviennent. Il est nécessaire donc pour lui après avoir énumérer les problèmes.

IV. 3. 2. 1. Enumération des problèmes économiques existants

Les maux économiques sont multiples si nous ne prendrons en compte ici que l'alimentation, le transport, le logement, etc.

➤ *Alimentation* : toute la population malgache ne mange pas à son faim alors qu'il y a surproduction dans certaines zones géographique de la grande île.

➤ *Transport* : il fait parti de notre vie quotidienne. Il apporte beaucoup d'avantages tels que l'économie du temps et d'énergie, entretien des relations, les liaisons d'une ville à une autre, la facilité d'accès des produits au marché, etc. pourtant, le frais de transport pèse lourd sur la population du fait de la hausse des prix des carburant.

➤ *Logement* : ce ne sont pas toute la population qui dispose un habitation. Et même si plusieurs personnes sont logées, le frais du logement est coûteux ce qui rend l'état de logement. Ceux qui n'ont pas les moyens vont agrandir le long de la création des bidonvilles, ou préfèrent rester sans abris et vont demeurer sur la route.

➤ La plus importante à retenir c'est *l'existence des chômeurs autant qu'il y a un espace de ressources mobilisables*. Nous tenons par exemple la dépendance de notre consommation de l'extérieur à 80%⁶⁶ alors que nos ressources sont abondantes et plusieurs surplus de mains d'œuvre sont prêts à travailler.

IV. 3. 2. 2. Moyens de mobiliser la population

L'Etat joue un rôle importante dans la fonction de stabilisation du chômage, et donc de le développement du pays. Plusieurs actions de sa part doivent être prises en compte.

⁶⁶ E.T.Mandrara, « court traité du développement », Ed. MTE 2001, p10

➤ *Imitation des expériences pratiques des pays développés* : c'est indispensable que l'Etat applique les expériences réelles des pays développés. Cela implique l'adoption des politiques nécessaires pratiqués par les PD en voulant protéger son économie et non la réalisation naïve de ses recommandations.

➤ *Exercice de la souveraineté* : Dans ce cas, il faut que le gouvernement prendre en main la direction de notre pays vers le développement en empêchant à l'extérieur de programmer note avenir (par la politique d'ajustement structurel).

➤ *Avoir une initiative financière* : en exerçant sa souveraineté, l'Etat doit avoir une initiative financière qui est la plus importante action de tout ce qu'on de citer. L'Etat doit donc exclure du système financier des PD et avoir son propre système pour pouvoir créer de la monnaie à tout moment, mais seulement à des fins productives. Cela se fait par l'existence d'une banque omnipotente, favorisant la création d'une société bancaire. Les banques vont offrir des opportunités à la population malgaches en recrutant plus d'agents et en prêtant plus de crédit aux investisseurs locaux et tous ceux qui ont un projet de création, qui vont à son tour générer plusieurs nombres d'emplois. En outre, l'Etat peut lui aussi augmenter son budget comme les PD tels que le Japon et les Etats-Unis ont fait pour appuyer aux investissements publics (éducation et formation professionnelle, santé, nutrition, etc.)

Toutes ces recommandations ont pour finalité la mobilisation du travail, et donc de réduire le chômage. Dès qu'il y a bouleversement économique, il faut deux garanties pour transcender les problèmes :

- **une garantie alimentaire** et
- **une garantie d'échange de la monnaie nationale contre les devises** (par exemple par les ressources minières)

En réalité, il y a mille manières de faire développer Madagascar, mais toutes solutions proposées doivent avoir pour objectif de maximiser le revenu moyen par tête, et seulement par la création d'emploi décent pour tous qu'on peut atteindre ce but.

Conclusion générale

En guise de conclusion, on a tenu tout au long de cette étude une défaillance au niveau du marché du travail qui fait en sorte que le chômage existe plutôt de manière involontaire que volontaire à Madagascar. Cette persistance du chômage à Madagascar est le fruit d'un côté, la manque de qualification de la part de la main d'œuvre (la première raison qui fait naître la seconde), et d'un autre, la faible niveau de production et d'embauche de la part des entreprises. Par ailleurs, la croissance du nombre de la population qui accroît l'offre du travail par rapport à la demande est aussi une des raisons qui conduit le marché de l'emploi en déséquilibre. Il faut donc corriger ce dernier, il faut que l'Etat agisse de façon à créer de l'emploi aux nombreux chômeurs du pays surtout au plus démunis puisque avoir un emploi que ce soit entant que travailleur indépendant ou entant que salarié, représente le meilleur moyen d'échapper à la pauvreté. Cependant, pour Madagascar, une politique bien définie pour lutter contre le chômage n'existe pas. A cet égard, la banque mondiale recommande une piste qui vise la réduction du chômage dans le cadre d'une politique de l'emploi qui est le PNSE. Ce dernier a pour finalité la généralisation de l'emploi décent pour réduire la pauvreté dans le pays. Le PNSE repose sur trois axes stratégiques – le développement local des compétences, dynamisation des secteurs générateurs d'emploi et l'amélioration du cadre légal et institutionnel de l'emploi – qui s'aligne avec les recommandations proposées dans la présente étude – la valorisation des ressources humaines, la promotion des investissements productifs et générateurs d'emploi par l'amélioration d l'environnement des affaires –.

Etant un mal économique qui nuit au développement de Madagascar, nous tenons donc à résoudre le chômage à fin d'atténuer son impact sur le bien être de la population. En premier lieu, valoriser les ressources humaines résout aux problèmes liés à la main d'œuvre. D'abord, à fin d'améliorer le niveau de qualification de main d'œuvre, l'investissement en capital humain tel que l'éducation et la formation professionnelle qui est sous la responsabilité du MENRS et du MFPTLS devrait être le premier levier de toute politique visant à la création d'emploi. En outre, une amélioration de l'état de santé de la population ne devrait pas être mis de côté car c'est une condition nécessaire permettant à augmenter la productivité des travailleurs. Ensuite, l'Etat devrait créer de l'emploi en faveur des groupes vulnérables de la population active (les femmes et les jeunes) à fin qu'ils puissent améliorer leur niveau de vie. Pour cela, une politique qui mise sur l'égalité de genre et la facilité de l'accès des jeunes sur

le marché du travail serait à réaliser. L'existence d'une politique démographique n'est pas déterminer à Madagascar, mais dans les axes stratégique de MAP, la pratique efficace du planning familial essai de stabiliser la croissance de la population et de réduire la taille moyenne des familles à fin d'améliorer le bien être de chaque membre de la société et de la notion. En second lieu, promouvoir les investissements productifs et génératrices d'emploi donne des solutions aux contraintes au niveau de la création d'entreprises et d'emploi dans la grande île. Quelque soit la nature de l'investissement – national ou IDE –, une amélioration du climat des affaires semblent un objectif ultime au sein du PNSP en vue d'inciter les investisseurs à entreprendre.

Malgré les politiques mises en œuvre et les stratégies du gouvernement dans l'augmentation de la création d'emploi, le chômage persiste voire aggravé durant les années d'étude du 2002 jusqu'en 2010. On constate d'ailleurs que les pauvres s'appauvrisse et les riches s'enrichissent davantage, c'est-à-dire que les inégalités entre les riches et les pauvres ne cessent de s'élargir. On peut conclure que les actions du gouvernement proposée par la banque mondiale et d'autres intervenants internationales paraient inefficace pour les pauvres et non pour les riches. D'où la remise en cause de la fonction de l'Etat en matière de redistribution. Agir sur la valorisation des ressources humaines et la promotion des investissements ne suffit pas pour que le chômage soit ralenti. Une intervention extensive de la part du gouvernement est nécessaire pour promouvoir le plein emploi et améliorer le revenu national par tête. Par conséquent, on tiendra comme solution la réintroduction des impôts versés par les contribuables dans l'investissement c'est-à-dire la mobilisation des ressources internes de l'Etat. Cela est pour éviter les risques d'octroi d'aides provenant de l'extérieur. A des fins de développement, il exigé que l'Etat malgache doit prendre des initiatives rigoureuses et gère son avenir en exerçant sa souveraineté. Il serait indispensable de traiter le problème suivant : les impôts prélevés aux riches devraient-ils réintroduits pour le réinvestissement des activités productives et génératrices d'emploi qui soit au profit des pauvres ?

Annexe 1: TAUX CHOMAGE A MADAGASCAR

Tableau 17 : Salaire moyen et sous-emploi selon les Régions en 2005

Région	Salaire annuel moyen en Ariary	taux de chômage	Sous emploi lié à la durée du travail	Emploi adéquat
Analamanga	1313000	5,1	20,6	27,2
Vakinankaratra	621000	2	44,8	61,8
Itasy	581000	0,9	34,3	60,8
Bongolava	580000	3,2	28,1	55,8
Mahatsiatra Ambony	964000	2,5	21,5	38,5
Amoron'i Mania	398000	3,4	17,3	84
Vatovavy Fitovinany	779000	1,7	30,9	53,3
Ihorombe	1085000	2	27,9	28,8
Atsimo Atsinanana	602000	3,8	32,7	60,3
Atsinanana	1336000	3,4	28	25,5
Analanjirofo	941000	2,2	28,7	39,6
Alaotra Mangoro	664000	2,7	25,9	51
Boeni	1181000	5,3	17,8	26,5
Sofia	1031000	1,1	4	30,6
Betsiboka	884000	1	16,7	52,2
Melaky	945000	1,9	17,7	52,2
Atsimo Andrefana	719000	1,8	28,9	58,2
Androy	1005000	0,9	30	40,9
Anosy	901000	3,6	25,9	53,6
Menabe	1113000	3,3	23	44,8
Diana	1097000	7,6	16	23,1
Sava	1310000	1,4	24,4	2,4
Ensemble	991000	2,8	25,2	42,5

Source : INSTAT/EPM2005 (mise à jour : 25 juin 2009)

Annexe 2: STRUCTURE DES EMPLOIS PAR BRANCHE D'ACTIVITE SELON LE MILIEU

Tableau 18 : Structure des emplois par branche d'activité selon le milieu

Secteur	Urbain	Rural	Ensemble
Agriculture/primaire	48,4	89,9	82,0
Industrie alimentaire	0,8	0,1	0,2
Textile	2,3	0,4	0,8
BTP/HIMO	3,9	0,6	1,2
Autres industries	4,1	0,6	1,3
Commerce	13,7	2,8	4,9
Transport	2,8	0,3	0,8
Santé privée	0,3	0,1	0,1
Enseignement privé	1,1	0,3	0,5
Administrations publiques	5,8	1,2	2,1
Autres services privé	16,8	3,7	6,2
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/EPM2005

Annexe 3: STRUCTURE DES EMPLOIS PAR BRANCHE D'ACTIVITE SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION

Tableau 19 : Structure des emplois par branche d'activité selon le niveau d'instruction

Secteurs	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur	Ensemble
Agriculture/primaire	92,3	86,5	54,6	18,4	82,0
Industrie alimentaire	NS	0,2	0,7	1,1	0,2
Textile	NS	0,4	3,3	3,3	0,8
BTP/HIMO	0,5	1,1	2,7	5,1	1,2
Autres industries	0,5	0,9	3,0	7,0	1,3
Commerce	2,1	4,5	11	7	8,5
4,9 Transport	0,2	0,6	2,3	3,8	0,8
Santé privée	NS	NS	0,2	2,0	0,1
Enseignement privé	NS	0,1	1,5	7,8	0,5
Administrations publiques	0,1	0,5	7,6	28,5	2,1
Autres services privé	4,3	5,2	12,4	14,5	6,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/EPM2005

Annexe 4: TAUX DE CHÔMAGE PAR REGION ET SELON LE GENRE

Tableau 19 : Taux de chômage par région et selon le genre

Région	Masculin	Féminin	Total
Analamanga	3,3	7,1	5,1
Vakinankaratra	1,4	2,4	2
Itasy	0,2	1,6	0,9
Bongolava	2,6	3,8	3,2
Mahatsiatra ambony	2	3,2	2,5
Amoron'i mania	3,9	2,9	3,4
Vatovavy fitovinany	1,7	1,6	1,7
Ihorombe	1,9	2	2
Atsimo atsinanana	2,7	5	3,8
Atsinanana	2,5	4,3	3,4
Analanjirofo	0,7	3,6	2,2
Alaotra mangoro	1,7	3,7	2,7
Boeny	3,8	6,9	5,3
Sofia	1,2	1	1,1
Betsiboka	0,4	1,7	1
Melaky	0,7	3,1	1,9
Atsimo andrefana	1,1	2,5	1,8
Androy	0,7	1,2	0,9
Anosy	2,9	4,2	3,6
Menabe	2	4,6	3,3
Diana	5,8	9,7	7,6
Sava	0,9	1,9	1,4
Total	2	3,5	2,8

Source : OMEF/EPM 2005

TABLES DES MATIERES

REMERCIEMENTS	i
SOMMAIRE	ii
LISTE DES ACRRONYMES.....	iii
LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES ANNEXES	vii
INTRODUCTION.....	1
<i>PARTIE I. ANALYSE DU MARCHE DU TRAVAIL ET ORIGINE DU CHÔMAGE</i>	4
<i>Chapitre I. Approche des théoriciens sur le chômage.....</i>	5
I.1 L'opposition traditionnelle entre la théorie libérale et la théorie keynésienne.....	5
I.2 Les autres approches théoriques du chômage.....	11
<i>Chapitre II. Etats des lieux de l'économie et du marché du travail à Madagascar.....</i>	14
II.1 Situation économique et situation de l'emploi.....	14
II.2 Structure du marché du travail	22
<i>PARTIE II. PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS POUR LA LUTTE AU CHOMAGE</i>	25
<i>Chapitre III. Valorisation des ressources humaines.....</i>	26
III.1 Le capital humain et formation professionnelle.....	26
III.1.1 Education et formation.....	26

<i>III. 1. 1. 1. Education.....</i>	26
<i>III. 1. 1. 2. Formation professionnelle.....</i>	30
III.1.2 Santé et nutrition	33
III.2 Insertion des groupes vulnérables	34
III.2.1 Promouvoir l'égalité des hommes et des femmes.....	34
III.2.2 Faciliter l'accès des jeunes à l'emploi	35
III.3 Stabilisation de la croissance de la population	37
<i>Chapitre IV. promotion des investissements productifs et générateurs d'emplois.....</i>	38
IV.1 Développement de toutes catégories d'entreprises locales	38
IV.1.1 Renforcer la résilience et la dynamique du milieu rural	38
<i>IV. 1. 1. 1. Développement de l'agriculture et stratégie sectorielle.....</i>	38
<i>IV. 1. 1. 2. Les potentialités des secteurs de l'élevage et de la pêche</i>	40
<i>IV. 1. 1. 3. Promotion du secteur informel rural non agricole</i>	41
IV.1.2 Dynamisation des secteurs générateurs d'emploi dans le cadre du PNSE	42
<i>IV. 1. 2. 1. Intégration de l'emploi dans les mécanismes macro-économique et sectoriel de programme et de suivi évaluation</i>	43
<i>IV. 1. 2. 2. Augmentation des flux financiers pour promouvoir l'emploi indépendant et la micro et petite entreprise</i>	44
<i>IV. 1. 2. 3. L'amélioration de la productivité des entreprises et des ruraux.....</i>	45
IV.2 Promotion des investissements directs étrangers (IDE).....	48
IV.2.1 Secteurs générateurs d'emplois en termes d'IDE	48

<i>IV. 2. 1. 1. Secteur tourisme</i>	48
<i>IV. 2. 1. 2. Le secteur textile et habillement</i>	51
<i>IV. 2. 1. 3. Secteurs crevettière.....</i>	52
<i>IV. 2. 1. 4. Le secteur minier</i>	53
<i>IV.2.2 Améliorer l'environnement des affaires</i>	54
<i>IV. 2. 2. 1. Stratégie du PNSP(Politique Nationale d'appui au Secteur Privé)</i>	54
<i>IV. 2. 2. 2. Appui politique sans équivoque au programme de réforme de l'environnement des affaires</i>	56
<i>IV. 2. 2. 3. Garantir une stabilité réglementaire, notamment pour les industries d'exportation</i> 57	
<i>IV. 2. 2. 4. Facilitation et promotion des investissements.....</i>	58
<i>IV.3 Nécessité d'une intervention intensive de la part de l'Etat.....</i>	59
<i>IV.3.1 Le développement de Madagascar a besoin des acteurs conscients, dynamiques, et mobilisés.....</i>	59
<i>IV.3.2 IV.3.2 Démarches prioritaires que l'Etat doit entreprendre.....</i>	60
<i>IV. 3. 2. 1. Enumération des problèmes économiques existants</i>	60
<i>IV. 3. 2. 2. Moyens de mobiliser la population</i>	60
Conclusion générale	62
TABLES DES MATIERES	v
BIBLIOGRAPHIE	viii

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- [1] ATTAC, « Quand les femmes se heurtent à la mondialisation », édition mille et une nuit, 2005, p15
- [2] Bruno Marcel / Jacquis Taïb, « *Le chômage aujourd’hui, un phénomène pluriel* », NATHAN, 1991
- [3] Corinne PASCO, « Economie générale », édition NATHAN, 2005,
- [4] Danièle Keargoat, « le rapport social du sexe, de la production à la subversion », in Actuel Marx, PUF, 2001, p89
- [5] Enquête démographique et de la santé (EDS), 2003/04
- [6] Enquête démographique et de la santé (EDS), 2008/09
- [7] E.T.Mandrara, « Court Traité du développement », Ed. MTE, 2001
- [8] FAO 2005
- [9] Fiche du donné sur la population mondiale 2008 (population référence bureau)
- [10] FORUM du commerce international « les femmes et les commerces », 2009
- [11] Indice de Performance de Logistique, banque mondiale, 2010
- [12] J.-M. Albertini/A.Silem, *comprendre les théories économiques*, tome1, éd.du Seuil, 1983
- [13] *Journal de l'économie du 19 au 25 juillet 2010,n°21*
- [14] Journal de l'économie du 05 au 11juillet 2010, n°19
- [15] Journal de l'économie du 28 juin au 03 juillet 2010, n°18
- [16] Madagascar : vers un agenda de relance économique, banque mondiale, 2010

- [17] Magazine FIHAVANANA, n°00 du 15 Août 2009
- [18] Ministère de l'économie, de la finance et du budget, 2006
- [19] Ministère du tourisme
- [20] Observatoire Malgache de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
- [21] *Pauvreté, marché du travail et croissance pro-pauvre à Madagascar*, BM, 2008
- [22] Pierre Maillet, « *la croissance économique* »
- [23] Plan de Relance de l'Economie, GEM – Fivmpama, Juin 2009
- [24] PNSE, BM, 2006, p39
- [25] Politique Nationale d'appui au Secteur Privé, MIC et développement du secteur privé, 2005
- [26] POLITIQUE NATIONALE DE L'EMPLOI, Organisation Internationale du Travail
- [27] Programme National d'appui du Secteur Privé, MICDSP, 2005
- [28] RGPH, INSTAT, rapport d'analyse, volume 2, 2005, p82

Site Web

- [29] www.banquemondiale.org.mg
- [30] www.madagascar-tribune.mg
- [31] www.primature.gov

Nom: MIRANTSOA

Prénoms : Mamy Fara Zo

Titre : « CHÔMAGE, UN OBSTACLE POUR LE DEVELOPPEMENT »

Nombre de page: 63

Nombre de tableau: 19

Nombre de graphique: 6

Nombre des annexes : 4

Résumé

Deux théories contradictoires notamment les néoclassiques et les keynésiens traitent le marché de travail. Le premier montre que le chômage est volontaire, et le second trouve plutôt que le chômage est involontaire et provient surtout de l'insuffisance de la demande. En étudiant le cas de Madagascar, on en déduit que le chômage résulte à la fois de la demande et de l'offre du travail. C'est dans ce raisonnement qu'on est amené à agir d'une part en améliorant l'offre. Celle-ci implique la valorisation des ressources humaines, c'est-à-dire par la formation du capital humain pour rendre les travailleurs plus productifs. Et d'autre part en augmentant la demande de travail par la promotion des investissements productifs et générateurs d'emplois. Il faut ainsi inciter les investisseurs à produire plus par l'amélioration de l'environnement des affaires. Et enfin, une intervention intensive de la part de l'Etat est nécessaire du fait qu'il est le premier responsable du développement ou non du pays. Plusieurs actions doivent être menées pour permettre aux travailleurs d'améliorer leur compétence et aux entrepreneurs d'augmenter l'échelle de production donc de la création d'emplois de toutes sortes. Ces recommandations vont dans le but de ramener le chômage à un niveau minimum, et par conséquent d'accroître le revenu par tête et donc de soutenir le développement.

MOTS CLES : Chômage, emploi, capital humain, investissement productif, Etat

ENCADREUR : Monsieur Marc ANDRIANARIZAKA

ADRESSE DE L'AUTEUR : Lot IIIS 84TER Anosibe Ambohibarikely